

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1021

[2007/200660]

**25 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts de la Société wallonne des Eaux adoptés par l'assemblée générale des associés du 30 novembre 2006**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 4<sup>o</sup>;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau;

Vu l'article D349 du Code de l'Eau;

Vu la notification, datant du 7 décembre 2006, de la décision d'adoption de nouveaux statuts par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société wallonne des Eaux du 30 novembre 2006;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les statuts de la Société wallonne des Eaux, tels qu'adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2006 et ci-après reproduits en annexe, sont approuvés.

**Art. 2.** Le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

---

Annexe

## Statuts de la Société wallonne des Eaux

➤ Titre I<sup>er</sup> : Dénomination - Siège - Objet - Durée

Article 1<sup>er</sup> : Forme et dénomination

Article 2 : Siège

Article 3 : Objet

Article 4 : Missions de service public

Article 5 : Durée

Article 6 : Dispositions impératives

➤ Titre II : Associés - Parts sociales - Responsabilité

Article 7 : Titulaires de la qualité d'associés

Article 8 : Capital

Article 9 : Parts sociales - libération - obligations

Article 10 : Responsabilité

Article 11 : Majorité communale

Article 12 : Cession de parts

➤ Titre III : Registre des Associés - Admission - Démission - Exclusion

Article 13 : Registre des associés

Article 14 : Admission

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

Article 16 : Démission

Article 17 : Exclusion

➤ Titre IV : Administration

Article 18 : Généralités

Article 19 : Conseil d'administration

Article 20 : Désignation proportionnelle d'une partie du conseil d'administration

Article 21 : Vacance d'une place d'administrateur

Article 22 : Pouvoirs du conseil d'administration

Article 23 : Délégations

Article 24 : Fonctionnement du conseil d'administration

Article 25 : Succursales d'exploitation

Article 26 : Conseils d'exploitation

Article 27 : Compétences du conseil d'exploitation

Article 28 : Délégations - Comité exécutif

Article 29 : Fonctionnement du conseil d'exploitation

Article 30 : Comité de direction

Article 31 : Compétences du comité de direction

Article 32 : Fonctionnement du comité de direction  
 Article 33 : Gestion journalière des succursales  
 Article 34 : Contrôle  
 Article 35 : Contrôle des comptes  
 ➤ Titre V : Assemblée générale  
 Article 36 : Composition et compétence  
 Article 37 : Tenue de l'assemblée générale  
 Article 38 : Assemblée générale ordinaire  
 Article 39 : Assemblée générale extraordinaire  
 Article 40 : Convocations  
 Article 41 : Vote  
 Article 42 : Procès-verbal  
 ➤ Titre VI : Bilan - Répartition  
 Article 43 : Exercice social  
 Article 44 : Comptabilité - généralités  
 Article 45 : Comptabilité d'exploitation  
 Article 46 : Plan de financement et budget  
 Article 47 : Répartition du résultat  
 ➤ Titre VII : Dispositions diverses  
 Article 48 : Cession ou cessation d'exploitation d'une infrastructure de distribution  
 Article 49 : Prise de participations

#### **TITRE I<sup>er</sup>. — DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE**

Article 1<sup>er</sup>. Forme et dénomination.

La société, qui a un objet civil, adopte la forme de société coopérative à responsabilité limitée.

Elle est dénommée Société wallonne des Eaux, en abrégé SWDE.

Dans tous les actes, factures et documents, cette dénomination est précédée ou suivie immédiatement des mots "Société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée".

La SWDE est une personne morale de droit public et n'a pas de caractère commercial.

Il est dérogé à l'article 66 du Code des sociétés.

Art. 2. Siège.

Le siège social et administratif de la SWDE est établi à Verviers, rue de la Concorde 41.

Art. 3. Objet.

§ 1<sup>er</sup>. La SWDE a pour objet :

- la production d'eau;
- la distribution d'eau par canalisations;
- la protection des ressources aquifères;
- la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau.

§ 2. Dans ce cadre, elle exerce des missions qualifiées de service public, telles qu'exhaustivement définies à l'article 4 des présents statuts.

Les autres missions, ne constituant pas une mission de service public au sens de l'article 4 des présents statuts, ne peuvent revêtir qu'un caractère accessoire dans l'ensemble des activités de la SWDE.

Art. 4. Missions de service public.

§ 1<sup>er</sup>. Les missions de service public qui s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne sont :

1° la production d'eau;

2° la distribution d'eau par canalisations;

3° la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article D.332 § 2, 2° du Livre II du Code de l'Environnement;

4° la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;

5° l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

Pour l'accomplissement de ces missions, la SWDE peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire. Par infrastructure, on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emménagement (châteaux d'eau, réservoirs...), de refoulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires, ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la SWDE est titulaire.

§ 2. Les missions de service public de la Société qui peuvent également s'exercer en dehors du territoire de la Région wallonne en coordination avec les organismes régionaux compétents en la matière, notamment l'AWEX et la Direction générale des relations extérieures, sont :

1° la valorisation du savoir-faire wallon dans le secteur de la production et de la distribution d'eau, en veillant à éviter les risques industriels, commerciaux ou financiers;

2° les prestations de nature humanitaire ou d'aide au développement en matière d'approvisionnement et d'accès à l'eau potable dans le cadre de programmes de coopération.

§ 3. La mise en œuvre des missions de service public de la société ne porte pas atteinte aux intérêts des opérateurs établis en Région wallonne qui exercent une activité de nature similaire.

§ 4. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la SWDE exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminés dans un contrat de gestion conclu pour cinq ans entre la Région wallonne et la SWDE.

Art. 5. Durée.

La SWDE est constituée pour une durée illimitée.

Sa dissolution ne peut être décidée que par un décret déterminant les modalités de sa liquidation et la situation des agents.

Art. 6. Dispositions impératives.

§ 1<sup>er</sup>. Les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée sont applicables à la SWDE, pour autant que le Code de l'Eau n'y déroge pas en raison du caractère public de la SWDE. Les dérogations prévues sont mentionnées dans les présents statuts.

§ 2. La SWDE n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

§ 3. La SWDE bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public.

## TITRE II. — ASSOCIES — PARTS SOCIALES — RESPONSABILITE

Art. 7. Titulaires de la qualité d'associés.

Ont la qualité d'associés la Région wallonne, les provinces, les communes, les intercommunales, la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE), les personnes de droit public dont la liste est reprise dans le registre des associés disponible au siège social.

L'adhésion d'une commune emporte de plein droit dessaisissement à titre exclusif envers la SWDE de sa compétence en matière de service public de production et/ou de distribution d'eau sur le territoire géographique concerné.

Il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés.

Art. 8. Capital.

Le capital social est illimité.

Il s'élève initialement à € 380.307.214,45.

La part fixe du capital est fixée à € 250.000.000.

Le capital est variable, sans modification des statuts pour ce qui dépasse ce montant fixe.

Art. 9. Parts sociales, libération, obligations.

§ 1<sup>er</sup>. Le capital social se compose de trois types de parts :

- Les parts A, représentatives de participations dans le capital d'une valeur nominale de € 25 chacune. Ces parts peuvent être souscrites par les communes, les intercommunales, les provinces, la Région et la SPGE; elles sont dénommées parts Ap lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital relatif à la production et parts Ad lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital relatif à la distribution.

Les parts communales sont spécifiquement identifiées.

- Les parts B représentatives de participations dans le capital relatives à des activités spécifiques en rapport avec l'objet social. Elles peuvent être souscrites par la Région wallonne, la SPGE, les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public. Le conseil d'administration fixe leur valeur nominale qui ne peut être inférieure à € 25 et détermine les droits qui y sont attachés. Elles sont affectées d'un indice permettant d'identifier ceux-ci.

- Les parts C, qui sont les parts constitutives, d'une valeur nominale de € 25 chacune.

La participation globale de la SPGE ne peut dépasser 20 % du nombre total des parts.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital doit à tout moment être intégralement souscrit et libéré.

§ 2. Chaque part représentant un apport en numéraire doit être libérée d'un quart et chaque part représentant un apport en nature doit être libérée entièrement.

En dehors des parts représentant les apports, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit, représentatifs de droits sociaux ou donnant droit à une part de bénéfices.

§ 3. Les apports en nature ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives du capital social que s'ils consistent en éléments d'actifs susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des engagements concernant l'exécution de travaux ou la prestation de services.

Il est dérogé aux articles 395, 398, 399, 422 et 423 du Code des sociétés.

En ce qui concerne les parts A, les versements se font aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis d'un mois, sauf la faculté pour les communes de se libérer de leurs souscriptions par annuités.

Les titres des annuités souscrites sont immédiatement remis à la SWDE. Ils sont inaliénables.

§ 4. Tout versement en retard portera, de plein droit et sans mise en demeure, intérêt au profit de la SWDE au taux d'intérêt légal en matière civile ou commerciale.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut, après un double avertissement donné à deux mois d'intervalle, prononcer l'exclusion des associés en retard. L'associé exclu peut faire appel auprès du Gouvernement wallon, qui statue après avoir entendu le conseil d'administration en ses explications.

§ 5. Aucun versement de fonds ne peut être fait par un associé au-delà des quotités appelées, sans l'autorisation du conseil d'administration.

Art. 10. Responsabilité.

Les associés ne sont passibles des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports. Il est dérogé aux articles 401, 405 et 424 du Code des sociétés.

Il n'existe entre eux ni solidarité, ni indivisibilité.

Art. 11. Majorité communale.

Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum 50 % du capital plus une part.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital, les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion de la SWDE, à l'exclusion du comité de direction.

Art. 12. Cession de parts.

Les parts C ne peuvent être cédées.

Les autres parts d'un associé ne peuvent être cédées qu'à un autre associé et moyennant l'agrément du conseil d'administration.

### **TITRE III. — REGISTRE DES ASSOCIES — ADMISSION — DEMISSION — EXCLUSION**

Art. 13. Registre des associés.

§ 1<sup>er</sup>. La SWDE tient au siège social un registre que les associés peuvent consulter sur place et qui indique pour chacun d'eux :

1. sa dénomination sociale et son domicile;
2. la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion;
3. le nombre de parts sociales dont il est titulaire, ainsi que les souscriptions de parts nouvelles, les remboursements de parts, les cessions de parts, avec leur date;
4. le montant des versements effectués et les sommes retirées en remboursement des parts.

§ 2. Les inscriptions au registre des associés s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés, dans l'ordre de leur date.

Une copie des mentions les concernant, figurant au registre des associés, est délivrée aux titulaires qui en font la demande écrite.

Ces copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des associés.

La démission d'un associé est constatée par la mention du fait dans le registre des associés.

Art. 14. Admission.

§ 1<sup>er</sup>. L'admission de nouveaux associés est prononcée par le conseil d'administration, qui fixe les conditions de leur admission.

§ 2. Si le conseil d'administration refuse l'admission, le candidat-associé peut faire appel auprès du Gouvernement wallon qui statue après avoir entendu le conseil en ses explications.

§ 3. Les conditions de libération des parts souscrites par un nouvel associé sont déterminées par le conseil d'administration.

§ 4. Toute commune wallonne dont la SWDE assure, en tout ou en partie, la distribution d'eau à usage domestique doit être associée.

Art. 15. Perte de la qualité d'associé.

Les associés cessent de faire partie de la SWDE par leur démission, leur exclusion, interdiction, faillite ou déconfiture.

Art. 16. Démission.

Toute demande de démission d'un associé est adressée au conseil d'administration, qui élabore un rapport sur cette demande.

Le conseil d'administration soumet la demande de l'associé, accompagnée du rapport du conseil d'administration et de l'avis du conseil d'exploitation de la succursale concernée, à la plus prochaine assemblée générale qui statue sur la demande.

La démission n'est autorisée que de l'accord des deux tiers des membres de l'assemblée générale.

En cas de refus de l'assemblée générale, l'associé demandeur dispose d'un recours auprès du Gouvernement wallon. Le recours doit être adressé au Ministre ayant l'Eau dans ses attributions par lettre recommandée dans les trente jours de la notification du refus.

Par dérogation aux articles 374 et 376 du Code des sociétés, le montant de la part à restituer au démissionnaire est fixé par le conseil d'administration.

Art. 17. Exclusion.

Quand un associé ne remplit pas les obligations qu'il a contractées à l'égard de la SWDE, son exclusion peut être prononcée par l'assemblée générale des associés, sur proposition motivée du conseil d'administration.

En cas de désaccord, l'associé exclu dispose d'un recours auprès du Gouvernement wallon. Le recours doit être adressé au Ministre ayant l'Eau dans ses attributions par lettre recommandée dans les trente jours de la notification de la décision d'exclusion.

Par dérogation aux articles 374 et 376 du Code des sociétés, le montant de la part à restituer à l'associé exclu est fixé par le conseil d'administration.

Il est dérogé à l'article 370 du Code des sociétés.

### **TITRE IV. — ADMINISTRATION**

Art. 18. Généralités.

La SWDE est organisée autour d'une structure centrale et, pour sa mission de distribution d'eau, de huit succursales d'exploitation.

La gestion journalière, la représentation de la SWDE ainsi que l'exécution des décisions du conseil d'administration et des conseils d'exploitation sont assurées par un comité de direction.

Art. 19. Conseil d'administration.

§ 1<sup>er</sup>. La société est administrée par un conseil d'administration.

§ 2. Il est composé de 17 membres dont un président et deux vice-présidents.

§ 3. Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la SPGE. Le mandat d'administrateur nommé par le Gouvernement wallon a une durée de cinq ans conformément au décret relatif au statut de l'administrateur public.

§ 4. Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale parmi les membres des conseils d'exploitation, à raison d'un administrateur au moins par succursale d'exploitation constituée à la date du renouvellement du conseil d'administration.

Le mandat d'administrateur élu par l'assemblée générale a une durée de six ans.

Ces mandats sont renouvelables pour une même durée. Le renouvellement des mandats d'administrateurs élus par l'assemblée générale s'effectue lors de la première assemblée générale qui suit les élections provinciales et communales.

Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent avoir la qualité de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal d'une commune associée.

Toute candidature à un mandat d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale doit être présentée par le conseil d'exploitation de la succursale et parvenir au conseil d'administration au siège social par lettre recommandée au plus tard cinq jours ouvrables avant la réunion de l'assemblée générale.

L'administrateur qui est membre d'un conseil communal, échevin ou bourgmestre et qui perdrait ce titre est réputé de plein droit démissionnaire. Son remplacement est réalisé conformément à l'article 21.

Quel que soit le mode de désignation, le mandat d'administrateur prend fin de plein droit le jour où son titulaire atteint l'âge de soixante-cinq ans.

§ 5. Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration. Les deux vice-présidents sont désignés par le conseil d'administration en son sein. Si le président n'est pas un administrateur élu par l'assemblée générale, le premier vice-président est obligatoirement un administrateur élu par celle-ci.

Le président du conseil d'administration fixe l'ordre du jour du conseil d'administration, dirige les débats et procède à la signature du contrat de gestion.

§ 6. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du deuxième vice-président, le conseil est présidé par le membre le plus ancien. A égalité d'ancienneté, le conseil est présidé par le membre le plus âgé.

§ 7. Tout administrateur peut à tout moment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SWDE. Il peut requérir du comité de direction toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat.

§ 8. Dans le cadre d'une bonne gouvernance, le conseil d'administration peut constituer des comités spécialisés ayant pour mission de procéder à l'examen de questions spécifiques et de le conseiller à ce sujet.

§ 9. Le conseil d'administration peut autoriser des observateurs à assister avec voix consultative aux séances du conseil.

Art. 20. Désignation proportionnelle d'une partie du conseil d'administration.

§ 1<sup>er</sup> Les administrateurs élus par l'assemblée générale sont désignés parmi les membres des conseils d'exploitation à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles d'appartenance ou de regroupement.

§ 2. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal est pondéré en fonction du nombre de parts qu'il détient, arrêté au 31 décembre de l'année qui précède le renouvellement du conseil d'administration.

§ 3. Pour le calcul de la répartition des mandats, un tableau est élaboré. Il renferme, pour chaque commune associée, le nombre de parts sociales qu'elle détient, le nombre de membres du conseil communal, le coefficient de pondération (nombre de parts sociales/nombre de membres du conseil communal) ainsi que la répartition des conseillers communaux par parti politique possédant un numéro d'ordre national, en tenant compte des éventuelles déclarations d'appartenance et, le cas échéant, par groupement, en prenant également en considération les éventuels conseillers indépendants.

Le coefficient est ensuite appliqué, pour chaque commune associée, au nombre de conseillers communaux élus ou apparentés pour chaque parti politique. La même opération est effectuée pour les groupements de conseillers et pour les indépendants.

Un total est dégagé pour chaque liste ou groupement.

Ces totaux sont divisés par 1, 2, 3, 4, etc. Les quotients ainsi obtenus sont classés dans l'ordre décroissant jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de mandats à pourvoir. Le dernier quotient sert de diviseur.

Chaque liste ou groupement se voit attribuer autant de sièges que son total comprend de fois ce diviseur.

La répartition ainsi déterminée avant chaque renouvellement total du conseil d'administration reste d'application pendant toute la durée du mandat des administrateurs élus en fonction de celle-ci.

§ 4. Sont exclus du calcul de la répartition des mandats les représentants élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre Mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 5. La répartition des mandats à pourvoir est communiquée aux associés en même temps que l'appel aux candidatures à l'occasion de la convocation à l'assemblée générale qui doit procéder au renouvellement.

Art. 21. Vacance d'une place d'administrateur.

En cas de vacance d'une place d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle proportionnelle déterminée à l'article 20 des présents statuts, jusqu'à nomination définitive par la plus prochaine assemblée générale.

Celui qui est appelé à remplacer le président, un vice-président ou un administrateur avant l'expiration du mandat de celui-ci achève le mandat interrompu.

Art. 22. Pouvoirs du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la SWDE, à l'exception de ceux que la loi et les statuts réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le conseil d'administration, par l'intermédiaire de son président, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la société ou sur certaines d'entre elles.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par le Livre II du Code de l'Environnement ou les présents statuts, il pourvoit à toutes les affaires sociales, notamment :

Il décide de la création de nouvelles de parts conformément à l'article 9.

Il fixe le siège des succursales d'exploitation.



A l'exception de ce qui est expressément prévu dans la loi ou les présents statuts, il fixe les matières qui peuvent relever de la compétence des succursales d'exploitation.

Sur base du rapport annuel d'activités des succursales d'exploitation, il évalue la gestion et la conformité de celles-ci aux objectifs stratégiques de la société.

Il connaît du recours suite à la suspension par le comité de direction d'une décision d'un conseil d'exploitation contraire aux objectifs stratégiques fixés.

Il examine les interpellations présentées par le conseil d'exploitation d'une succursale.

Il fixe et modifie les tarifs.

Il adopte le statut administratif et pécuniaire du personnel, le cadre du personnel et le règlement de travail.

Il nomme les agents et engage les agents de niveau A.

Il connaît des recours en matière de suspension et révocation des membres du personnel.

Il décide de l'aliénation de tous les biens meubles et immeubles.

Il décide, parmi les acquisitions immobilières qui sont réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique et poursuit les expropriations au nom de la SWDE, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement wallon.

Il approuve les plans d'actions pour garantir la réalisation des objectifs du contrat de gestion dressés par les succursales d'exploitation.

Il décide de la reprise de réseaux de distribution ou d'installation de production d'eau.

Chaque année, il dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion dans les formes prescrites par la loi et transmet au Gouvernement wallon ou au membre que celui-ci délègue à cette fin un rapport sur les opérations et la situation de la SWDE. Le dernier bilan y est joint.

Il décide à la majorité des deux tiers de toute prise de participation directe ou indirecte dans des sociétés, associations ou institutions de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères dont l'objet social est en rapport avec l'objet de la SWDE.

Il soumet chaque année à l'assemblée générale des associés un rapport sur l'état des participations citées ci-avant.

Parmi les administrateurs, les membres du comité de direction, les membres des comités exécutifs des conseils d'exploitation et les membres du personnel de la SWDE, il désigne les délégués de la SWDE.

Il approuve à la majorité des deux tiers le contrat de gestion à conclure avec la Région wallonne.

Il détermine les plans de financement et les budgets annuels.

Il détermine la politique financière de la société et autorise les emprunts et émissions d'obligations.

Il fixe la politique d'investissements et les budgets y afférents.

Il adopte le programme de production.

Art. 23. Délégations.

Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction ou au conseil d'exploitation des succursales d'exploitation tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

1° la définition de la politique générale de la SWDE;

2° ceux que la loi ou les présents statuts réservent expressément au conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation ainsi que sa durée.

Art. 24. Fonctionnement du conseil d'administration.

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la SWDE l'exige, sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace. Il doit être réuni lorsqu'un tiers au moins des administrateurs le demandent.

§ 2. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf les exceptions visées par les présents statuts, le Code des sociétés ou le Livre II du Code de l'Environnement.

Sauf motifs impérieux, le conseil d'administration ne peut statuer sur un point ne figurant pas à l'ordre du jour.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président de séance est prépondérante. En cas d'abstention du président de séance et de partage des voix, la proposition est rejetée.

§ 3. Si, à deux reprises et après convocations régulières, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance qui suit la troisième convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les objets qui ont été portés trois fois de suite à l'ordre du jour.

§ 4. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la SWDE. Les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont pris part à la délibération.

§ 5. Le conseil d'administration arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment les délais de convocation aux séances et la forme des convocations.

§ 6. Les présidents des conseils d'exploitation sont invités au moins une fois par an à une réunion du conseil d'administration. Lors de cette réunion, une information sur les options stratégiques de la SWDE est présentée.

Art. 25. Succursales d'exploitation.

§ 1<sup>er</sup>. Pour la mission de distribution d'eau, la SWDE constitue huit succursales d'exploitation sur base d'un ou plusieurs sous-bassins hydrographiques tels que définis dans le Livre II du Code de l'Environnement. Chaque commune ne peut relever que du ressort d'une seule succursale.

Le rattachement à un sous-bassin hydrographique, lorsque le territoire d'une commune s'étend sur deux ou plusieurs sous-bassins, est fixé sur la base du plus grand nombre de compteurs.

Nonobstant leur appartenance à des sous-bassins hydrographiques différents, la gestion des communes associées situées en Communauté germanophone peut relever du ressort d'une même succursale d'exploitation.

Le territoire relevant des succursales est délimité comme suit :

- succursale 1 : le territoire des communes relevant des sous-bassins hydrographiques Escaut-Lys et Dendre;
- succursale 2 : le territoire des communes relevant du sous-bassin hydrographique Haine;
- succursale 3 : le territoire des communes relevant des sous-bassins hydrographiques Senne et Dyle-Gette;
- succursale 4 : le territoire des communes relevant du sous-bassin hydrographique Sambre;
- succursale 5 : le territoire des communes relevant des sous-bassins hydrographiques Vesdre, Amblève et les communes germanophones;
- succursale 6 : le territoire des communes relevant du sous-bassin hydrographique Meuse aval;
- succursale 7 : le territoire des communes relevant du sous-bassin hydrographique Meuse Amont et Oise;
- succursale 8 : le territoire des communes relevant des sous-bassins hydrographiques Lesse, Semois-Chiers, Ourthe et Moselle.

§ 2. En fonction du territoire précisé, chaque succursale assure la mission de service public de distribution d'eau. Cette mission consiste principalement en l'exploitation des ouvrages de distribution d'eau, la participation à l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'investissement et la concertation avec les autorités locales pour la réalisation des travaux de distribution d'eau.

§ 3. Chaque succursale est dirigée par un conseil d'exploitation.

§ 4. Le comité de direction désigne un de ses membres pour assurer la gestion journalière de la succursale et contrôler la cohérence des décisions avec les objectifs fixés. Ce membre agit au nom et pour le compte du comité de direction.

Art. 26. Conseils d'exploitation.

§ 1<sup>er</sup>. Dans chaque succursale d'exploitation est mis en place un conseil d'exploitation composé d'au moins un représentant par commune qui relève du ressort de la succursale.

Chaque commune dont tout ou partie du territoire est desservi par la SWDE dispose d'un représentant par tranche entamée de 15000 compteurs à usage domestique.

§ 2. Les représentants des communes sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes relevant du ou des sous-bassins hydrographiques, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles d'appartenance ou de regroupement.

Pour le calcul de la répartition des mandats, un tableau est élaboré. Il renferme, pour chaque commune associée, le nombre de compteurs desservis sur la commune, le nombre de membres du conseil communal, le coefficient de pondération (nombre de compteurs/nombre de membres du conseil communal) ainsi que la répartition des conseillers communaux par parti politique possédant un numéro d'ordre national, en tenant compte des éventuelles déclarations d'appartenance et, le cas échéant, par groupement, en prenant également en considération les éventuels conseillers indépendants.

Le coefficient est ensuite appliqué, pour chaque commune associée, au nombre de conseillers communaux élus ou apparentés pour chaque parti politique. La même opération est effectuée pour les groupements de conseillers et pour les indépendants.

Un total est dégagé pour chaque liste ou groupement.

Ces totaux sont divisés par 1, 2, 3, 4, etc. Les quotients ainsi obtenus sont classés dans l'ordre décroissant jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de mandats à pourvoir. Le dernier quotient sert de diviseur.

Chaque liste ou groupement se voit attribuer autant de sièges que son total comprend de fois ce diviseur.

La répartition ainsi déterminée avant chaque renouvellement total du conseil d'exploitation reste d'application pendant toute la durée du mandat des représentants communaux élus en fonction de celle-ci.

Le choix par les communes de leurs représentants au sein du conseil d'exploitation est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

§ 3. Sont exclus du calcul de la répartition des mandats les représentants élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 4. Le président est désigné par le conseil d'administration parmi les membres du conseil d'exploitation sur proposition de celui-ci. Le conseil d'exploitation désigne deux vice-présidents parmi ses membres.

§ 5. Le mandat des représentants des communes a une durée de six ans et est renouvelable.

Si le représentant perd la qualité pour laquelle il a été élu, il est réputé démissionnaire.

Le mandat est incompatible avec la qualité de membre du personnel de la SWDE.

Art. 27. Compétences du conseil d'exploitation.

Dans le cadre de la mission de distribution d'eau de la Société et sur le territoire du ressort de la succursale concernée, le conseil d'exploitation dispose des compétences suivantes :

§ 1<sup>er</sup>. Missions générales.

Il rend un avis sur les projets d'actions à mener dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Il rend un avis sur l'implantation des services de la succursale.

Il délibère sur toute question qui lui est soumise par le conseil d'administration ou le comité de direction.

Il fait part au conseil d'administration de toutes propositions visant à l'amélioration du service.

Il rend un avis sur les propositions budgétaires relatives à l'activité de la succursale.

§ 2. Investissements de la succursale.

Il approuve le schéma directeur des investissements de distribution.

Il propose au conseil d'administration les avant-projets d'investissements de distribution susceptibles de figurer dans les programmes annuel et pluriannuel de la société, dans le cadre des enveloppes budgétaires fixées.

Il fixe, sans préjudice des règles fixées par l'article 22 et dans le cadre des enveloppes budgétaires fixées, les travaux de distribution qui constituent le programme annuel des travaux de la succursale.

§ 3. Exploitation de la succursale.

Il propose au conseil d'administration un plan d'actions pour garantir la réalisation des objectifs du contrat de gestion.

Il transmet annuellement au conseil d'administration un rapport sur les activités de la succursale, selon le modèle fixé.

Il transmet trimestriellement au comité de direction les tableaux de bord selon le modèle fixé. Il organise les concours ou examens de recrutement des membres du personnel de la succursale de niveau C et D selon les règles fixées par le conseil d'administration et le comité de direction et soumet ses propositions d'engagement au comité de direction.

Il attribue les marchés de travaux de distribution selon les délégations attribuées par le conseil d'administration et dans le cadre des enveloppes budgétaires fixées.

Il attribue les marchés de fourniture et de service déterminés par le conseil d'administration selon les délégations attribuées par le conseil d'administration.

Il dresse les plans de communication dans le cadre de la gestion de proximité.

Art. 28. Délégations - Comité exécutif.

Le conseil d'exploitation peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un comité exécutif. La décision précise l'étendue et la durée, qui ne peut être supérieure à un an.

Le comité exécutif est composé au maximum de six membres du conseil d'exploitation et du membre du comité de direction qui assure la gestion journalière de la succursale.

Le président, les deux vice-présidents du conseil d'exploitation et l'administrateur élu par l'assemblée générale parmi les membres du conseil d'exploitation sont membres de droit.

Chaque sous-bassin hydrographique dont la succursale exploite plus de 5 000 compteurs à usage domestique doit être représenté.

La composition du comité exécutif est soumise à l'approbation du conseil d'administration.

Les décisions sont collégiales et prises à l'unanimité. Un règlement d'ordre intérieur est approuvé par le conseil d'administration.

Périodiquement, le comité exécutif présente un rapport sur son activité au conseil d'exploitation.

Art. 29. Fonctionnement du conseil d'exploitation.

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'exploitation se réunit aussi souvent que l'intérêt de la succursale l'exige, sur la convocation du président. Il doit être réuni au moins quatre fois par an ou lorsqu'un tiers au moins des membres le demandent.

Un règlement d'ordre intérieur est approuvé par le conseil d'administration.

§ 2. Le conseil d'exploitation ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

A défaut, le conseil d'exploitation suivant dûment convoqué est valablement composé quel que soit le nombre de membres présents et peut statuer sur les points mis à l'ordre du jour lors du conseil précédent.

§ 3. Chaque représentant des communes dispose d'une voix au sein du conseil d'exploitation. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas de parité, la proposition est rejetée.

§ 4. En vue de la préparation de ses décisions, le conseil d'exploitation peut constituer en son sein des comités spécialisés en fonction de secteurs géographiques qu'il détermine.

Art. 30. Comité de direction.

§ 1<sup>er</sup>. Le comité de direction est composé de cinq membres au maximum dont un président. Il ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

§ 2. Les membres du comité de direction sont nommés par le Gouvernement wallon pour un mandat renouvelable d'une durée de six ans.

Si l'un des membres a plus de cinquante-neuf ans lors de sa nomination, le Gouvernement réduit la durée de son mandat de manière à ce que le terme de celui-ci coïncide avec le jour où ce membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

§ 3. Les membres du comité de direction ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement wallon :

1<sup>o</sup> soit sur proposition du conseil d'administration;

2<sup>o</sup> soit à l'initiative du Gouvernement wallon, après avis du conseil d'administration.

§ 4. La rémunération des membres du comité de direction est à charge de la SWDE.

Art. 31. Compétences du comité de direction.

§ 1<sup>er</sup>. Conformément au principe de "corporate governance", le comité de direction constitue l'organe de management de la SWDE. Il assure la gestion journalière de la société.

§ 2. La gestion journalière comprend notamment :

La mise en œuvre du contrat de gestion.

L'engagement des agents, à l'exception des agents de niveau A, la suspension, la révocation de tous agents et employés et la détermination de leurs attributions et affectations.

L'organisation des concours ou examens de recrutement des membres du personnel à l'exception des membres de niveau D et C des succursales.

La déclaration de vacance des postes de travail pour l'ensemble de la SWDE.

L'acquisition de tous biens meubles et immeubles, la conclusion de tous traités, achats et marchés pour l'exploitation des services selon les délégations données par le conseil d'administration.

La conclusion des emprunts et l'émission des obligations; l'offre des garanties pour sûreté des engagements contractés par la SWDE et l'acceptation des garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle.

Le placement des fonds disponibles et la disposition des fonds mis en dépôt ou en compte courant.

L'organisation interne.

La création des comités techniques et autres qui paraissent nécessaires.

La poursuite des actions judiciaires.

Le pouvoir de transiger et compromettre selon les délégations données par le conseil d'administration.



L'enregistrement de toutes sommes et valeurs revenant à la SWDE; la renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires selon les délégations données par le conseil d'administration et la main-levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement.

La conclusion, en exécution des résolutions du conseil d'administration, des conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir.

La délivrance des copies et extraits de procès-verbaux du conseil d'administration, de l'assemblée générale et des conseils d'exploitation.

Les inscriptions au registre des associés ainsi que la délivrance des extraits dudit registre.

Les négociations syndicales et la représentation de la SWDE dans les organes de concertation et de négociation.

La présentation au conseil d'administration d'un rapport financier sur les activités des succursales.

La présentation d'un rapport sur les tableaux de bord des succursales d'exploitation.

§ 3. Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 32. Fonctionnement du comité de direction.

§ 1<sup>er</sup>. Les délibérations du comité de direction sont collégiales. Les décisions sont prises à la majorité des voix selon les modalités définies dans un règlement d'ordre intérieur.

§ 2. Un règlement d'ordre intérieur arrêtant le fonctionnement du comité de direction est approuvé par le conseil d'administration.

§ 3. Le comité de direction est valablement représenté par le président qui est en outre chargé de l'exécution des décisions dudit comité.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par le membre le plus ancien, à égalité d'ancienneté par le membre le plus âgé.

Art. 33. Gestion journalière des succursales.

Le comité de direction désigne un de ses membres qui assure au nom et pour le compte du comité de direction, la gestion journalière de la succursale.

Ce membre veille à la cohérence des décisions prises par la succursale avec les objectifs stratégiques de la société.

Il est secrétaire avec voix consultative du conseil d'exploitation.

Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'exploitation. Il peut demander au comité de direction la suspension de l'exécution de la décision du conseil d'exploitation ou du comité exécutif qu'il estime contraire aux objectifs stratégiques de la société.

Mensuellement, il fait rapport au comité de direction des activités de la succursale dont il assure la gestion journalière.

Art. 34. Contrôle.

§ 1<sup>er</sup>. La SWDE est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon. Le contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par celui-ci.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement assurent leur mission conformément au décret relatif aux commissaires du Gouvernement.

Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 3. Il est alloué aux commissaires du Gouvernement les mêmes émoluments, indemnités et frais de déplacement que ceux accordés aux membres ordinaires du conseil d'administration. Ces montants sont à charge de la SWDE.

Art. 35. Contrôle des comptes.

§ 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement wallon et à l'assemblée générale.

§ 2. Deux des membres du collège des commissaires aux comptes dont le président sont nommés par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Ils ont la qualité de commissaire-réviseur.

Le troisième membre est nommé par le Gouvernement wallon.

Les commissaires sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelable. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves.

§ 3. L'assemblée générale fixe la rémunération des commissaires-réviseurs. Cette rémunération est à charge de la SWDE.

La rémunération du commissaire nommé par le Gouvernement wallon est déterminée par le contrat de gestion et est à charge de la SWDE.

## TITRE V. — ASSEMBLEE GENERALE

Art. 36. Composition et compétences.

§ 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale se compose des représentants des associés, des membres du conseil d'administration, des membres du comité de direction.

§ 2. Chaque associé ne peut se faire représenter à l'assemblée générale que par un seul délégué titulaire d'un mandat écrit.

Les associés disposent à l'assemblée générale d'un droit de vote correspondant au nombre de parts souscrites qu'ils détiennent, à l'exception des dispositions expresses prévues dans la loi, le Livre II du Code de l'Environnement ou les statuts.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie des parts représentées à l'assemblée.

§ 3. Pour la nomination des administrateurs, cette limite est calculée en faisant abstraction des parts de la Région, de la SPGE, des provinces et des intercommunales.

§ 4. L'assemblée générale exerce les pouvoirs lui attribués par la loi, le Livre II du Code de l'Environnement et les présents statuts.

§ 5. L'assemblée générale règle ce qui a trait aux attributions et aux émoluments du président, des deux vice-présidents et des administrateurs.

Elle règle ce qui a trait aux émoluments des présidents, vice-président et membres du conseil d'exploitation des succursales d'exploitation ainsi que les émoluments des membres du comité exécutif des succursales d'exploitation.

Art. 37. Tenue de l'assemblée générale.

Le bureau de l'assemblée générale se compose du président et des vice-présidents du conseil d'administration ainsi que du président du comité de direction.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président. En cas d'absence du deuxième vice-président, l'assemblée générale est présidée par l'administrateur le plus ancien. A égalité d'ancienneté, l'assemblée générale est présidée par l'administrateur le plus âgé.

Le président du comité de direction assure le secrétariat.

En cas de vote, le bureau s'adjoint deux délégués des associés comme scrutateurs.

Une liste de présence indiquant les noms des associés et le nombre de parts qu'ils représentent est signée par chacun d'eux en entrant à l'assemblée.

Art. 38. Assemblée générale ordinaire.

§ 1<sup>er</sup>. Il est tenu, chaque année, à Verviers, le dernier mardi du mois de mai, à quinze heures, une assemblée générale ordinaire des associés.

§ 2. L'assemblée générale annuelle entend les rapports de gestion des administrateurs, des commissaires-réviseurs et du collège des commissaires aux comptes et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs, des commissaires-réviseurs et du collège des commissaires aux comptes.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours de leur approbation au greffe du tribunal de commerce du siège de la SWDE.

§ 3. L'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs, des commissaires-réviseurs en remplacement des titulaires sortants, démissionnaires ou décédés, dont la nomination lui appartient.

Les représentants de la Région wallonne, de la SPGE, des provinces et des intercommunales ne peuvent participer à la désignation des administrateurs.

Art. 39. Assemblée générale extraordinaire.

Le conseil d'administration peut convoquer à son initiative des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, sur la demande du collège des commissaires aux comptes ou d'associés représentant le cinquième du capital social. Cette demande est accompagnée d'un ordre du jour précisant ce qui doit être traité par l'assemblée.

Art. 40. Convocations.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées et par avis inséré au *Moniteur belge*, vingt jours au moins avant l'assemblée générale.

Celle-ci ne peut statuer sur un point qui ne figure pas à l'ordre du jour.

Art. 41. Vote.

§ 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas de parité, la proposition est rejetée.

§ 2. Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, sur l'exclusion d'un associé, sur l'abandon de l'exploitation ou la cession de tout ou partie d'un réseau de distribution, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social et la moitié du capital détenu par les associés communaux.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représentée par les associés présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas et sans préjudice des autres conditions de majorité prévues par le Code des sociétés, notamment en matière de modification de l'objet social, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit les voix de la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Toute modification aux statuts doit être approuvée par le Gouvernement wallon.

§ 3. En ce qui concerne la procédure d'élection des administrateurs à la nomination de l'assemblée générale, chaque délégué doit voter pour un nombre de candidats égal au nombre de mandats à pourvoir, en tenant compte de la représentation proportionnelle préalablement dégagée, conformément à l'article 21 des présents statuts. Il y a possibilité de s'abstenir de tout vote. Tous les autres votes sont nuls. Chaque candidat choisi reçoit autant de voix que celles dont dispose le délégué. Sont élus, les candidats ayant obtenu le plus de voix sur chaque liste, à concurrence du nombre de mandats obtenus par la liste lors du calcul de la représentation proportionnelle et du nombre de mandats à pourvoir. En cas de parité, le(s) candidat(s) qui siègeait(ent) déjà est (sont) désigné(s) ou à défaut le(s) plus jeune(s).

§ 4. Le vote au scrutin secret est de droit s'il est demandé par dix associés et il est obligatoire pour les nominations et les révocations.

Le bureau doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le secret absolu du vote.

§ 5. Le conseil d'administration fixe dans un règlement qu'il soumet à l'assemblée générale le mode de délibération de celle-ci et les formalités nécessaires pour y être admis.

Art. 42. Procès-verbal.

Le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

**TITRE VI. — BILAN — REPARTITION**

Art. 43. Exercice social.

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Art. 44. Comptabilité - Généralités.

§ 1<sup>er</sup>. A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire, le bilan, le compte de résultats et son annexe. Ceux-ci sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

§ 2. Quinze jours avant l'assemblée, les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de résultats avec l'annexe, les rapports du conseil d'administration, des commissaires-réviseurs et du collège des commissaires aux comptes sont déposés au siège social à la disposition des associés. Ces rapports sont établis conformément aux dispositions du Code des sociétés.

§ 3. Le président communique annuellement le rapport d'activités de la SWDE au Gouvernement conformément au décret relatif au statut de l'administrateur public.

Art. 45. Comptabilité d'exploitation.

La SWDE tient une comptabilité analytique conformément au Plan comptable de l'eau.

Elle établit un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses missions de service public, d'une part et pour ses autres activités, d'autre part.

Les activités de production et de distribution font l'objet d'un compte récapitulatif séparé dans la comptabilité d'exploitation.

Les activités de production sont découpées en unités de production et lignes de transport. Les activités de distribution sont découpées par sous-bassins.

Les activités de production doivent toujours être en équilibre.

Les succursales d'exploitation font l'objet de comptes séparés permettant d'identifier les coûts de fonctionnement propre.

Les frais de structure et de fonctionnement non directement imputables aux activités de production ou de distribution sont répartis entre celles-ci sur base de clefs précisées par le Plan comptable de l'eau ou sur base de critères objectifs arrêtés par le conseil d'administration.

Les charges financières des associés communaux et intercommunaux pour les investissements sont comptabilisées avant toute répartition du résultat.

Art. 46. Plan de financement et budget.

La société établit un plan de financement et un budget annuel de fonctionnement. Ceux-ci font l'objet d'un suivi et d'une mise à jour annuelle.

Chaque succursale d'exploitation dispose d'un budget de fonctionnement et d'un budget d'investissements. Ces budgets doivent être comparés au réalisé tel qu'il ressort de la comptabilité analytique.

Le conseil d'exploitation de chaque succursale est responsable du respect desdits budgets.

Art. 47. Répartition du résultat.

§ 1<sup>er</sup>. Le bénéfice de la société sert à :

1. constituer, à concurrence de 1/20<sup>e</sup> de ce résultat, la réserve légale. La constitution de la réserve légale commune cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social;

2. constituer une réserve disponible, nécessaire pour permettre l'auto-financement du programme des travaux, comprenant notamment l'aménagement, l'amélioration, le renouvellement et la transformation des infrastructures.

§ 2. L'assemblée générale peut utiliser la réserve disponible pour apurer les pertes de l'exercice.

**TITRE VII. — DISPOSITIONS DIVERSES**

Art. 48. Cession ou cessation d'exploitation d'une infrastructure de distribution.

L'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix exprimées et pour autant que le total des votes positifs émis par les associés communaux représente la majorité absolue des suffrages exprimés par ceux-ci, peut céder, aux conditions qu'elle détermine à une commune ou à une intercommunale ayant un objet social similaire, tout ou partie de son infrastructure de distribution.

Cette cession ne sera effective que moyennant l'approbation du Gouvernement wallon amené à se prononcer dans les 60 jours de la réception de la demande adressée par la SWDE.

A défaut de décision du Gouvernement, la cession est réputée approuvée.

Art. 49. Prise de participations.

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec celui de la SWDE.

§ 2. Lorsque la SWDE décide de prendre ou céder des participations, elle en informe le Gouvernement wallon qui dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée pour formuler toute observation qu'il juge utile ou, éventuellement, s'y opposer. A défaut, la décision est réputée approuvée.

§ 3. Les représentants de la SWDE au sein des sociétés, associations ou institutions dans lesquelles elle a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, les membres du comité de direction et les membres du personnel.

§ 4. Tout représentant de la Société dans ce cadre est tenu :

1. de faire rapport au moins annuellement sur l'exercice de son mandat devant le conseil d'administration et, en tout cas, à la demande de celui-ci;

2. de répondre en tout temps devant le conseil d'administration à toute demande d'information qui lui est adressée par un commissaire du Gouvernement en ce qui concerne son mandat ou la situation de la société dans laquelle il a été désigné comme représentant de la SWDE.

Le mandat du représentant de la SWDE dans la ou les sociétés pour lesquelles il est désigné prend fin de plein droit lorsqu'il perd la qualité d'administrateur, de membre du Comité de direction ou de membre du personnel.

§ 5. Lorsque la société décide d'associer une société, une association ou une institution où elle a une prise de participation, à la mise en œuvre de ses missions de service public, la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans cette société doit excéder 50 % du capital et donner droit statutairement à plus de 50 % des voix et des mandats dans tous les organes de la société concernée.

La société, l'association ou l'institution qui, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, se voit confier la mise en œuvre de tout ou partie des missions de service public visées à l'article 4, bénéficie des dispositions prévues à l'article 6. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts de la Société wallonne des Eaux adoptés par l'assemblée générale des associés du 30 novembre 2006.

Namur, le 25 janvier 2007.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1021

[2007/200660]

#### 25. JANUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der am 30. November 2006 von der Generalversammlung der Gesellschafter angenommenen Satzungen der "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 6 § 1 II, 4;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Artikels D349 des Wassergesetzbuches;

Aufgrund der am 7. Dezember 2006 erfolgten Zustellung des Beschlusses zur Annahme von neuen Satzungen durch die außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter der "Société wallonne des Eaux" am 30. November 2006;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
Beschließt:

**Artikel 1** - Die Satzungen der "Société wallonne des Eaux", so wie sie von der außerordentlichen Generalversammlung vom 30. November 2006 angenommen worden und nachstehend angeführt sind, werden genehmigt.

**Art. 2** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### Anlage

#### Satzungen der "Société wallonne des Eaux"

➤ Titel I: Bezeichnung - Sitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Artikel 1: Form und Bezeichnung

Artikel 2: Sitz

Artikel 3: Gesellschaftszweck

Artikel 4: Aufgaben öffentlichen Dienstes

Artikel 5: Dauer

Artikel 6: Zwingende Bestimmungen

➤ Titel II: Gesellschafter - Gesellschaftsanteile - Haftung

Artikel 7: Inhaber der Eigenschaft von Gesellschafter

Artikel 8: Kapital

Artikel 9: Gesellschaftsanteile - Einzahlung - Schuldverschreibungen

Artikel 10: Haftung

Artikel 11: Gemeindliche Mehrheit

Artikel 12: Veräußerung von Anteilen

➤ Titel III: Register der Gesellschafter - Aufnahme - Rücktritt - Ausschluss

Artikel 13: Register der Gesellschafter

Artikel 14: Aufnahme

Artikel 15: Verlust der Eigenschaft von Gesellschafter

Artikel 16: Rücktritt

Artikel 17: Ausschluss

- Titel IV: Verwaltung
- Artikel 18: Allgemeines
- Artikel 19: Verwaltungsrat
- Artikel 20: Verhältnismäßige Benennung eines Teils des Verwaltungsrats
- Artikel 21: Vakanz einer Stelle als Verwalter
- Artikel 22: Befugnisse des Verwaltungsrats
- Artikel 23: Vollmachten
- Artikel 24: Arbeitsweise des Verwaltungsrats
- Artikel 25: Betriebsfilialen
- Artikel 26: Betriebsräte
- Artikel 27: Befugnisse des Betriebsrats
- Artikel 28: Vollmachten - Exekutivausschuss
- Artikel 29: Arbeitsweise des Betriebsrates
- Artikel 30: Vorstand
- Artikel 31: Befugnisse des Vorstands
- Artikel 32: Arbeitsweise des Vorstands
- Artikel 33: Tägliche Führung der Filialen
- Artikel 34: Kontrolle
- Artikel 35: Rechnungsprüfung
- Titel V: Generalversammlung
- Artikel 36: Zusammensetzung und Befugnisse
- Artikel 37: Haltung der Generalversammlung
- Artikel 38: Ordentliche Generalversammlung
- Artikel 39: Außerordentliche Generalversammlung
- Artikel 40: Einberufungen
- Artikel 41: Abstimmung
- Artikel 42: Protokoll
- Titel VI: Bilanz - Verteilung des Betriebsergebnisses
- Artikel 43: Geschäftsjahr
- Artikel 44: Buchführung - Allgemeines
- Artikel 45: Betriebsbuchführung
- Artikel 46: Finanzierungs- und Haushaltsplan
- Artikel 47: Verteilung des Ergebnisses
- Titel VII: Sonstige Bestimmungen
- Artikel 48: Veräußerung oder Betriebseinstellung einer Versorgungsinfrastruktur
- Artikel 49: Erwerb von Beteiligungen

#### **TITEL I — BEZEICHNUNG — SITZ — GESELLSCHAFTSZWECK — DAUER**

Artikel 1 - Form und Bezeichnung.

Die Gesellschaft hat einen zivilen Zweck und nimmt die Form einer Genossenschaft mit begrenzter Haftung an. Sie wird als "Société wallonne des Eaux", abgekürzt SWDE bezeichnet.

In allen Akten, Rechnungen und Dokumenten stehen die Wörter "Zivilrechtliche Gesellschaft in der Form einer Genossenschaft mit begrenzter Haftung" unmittelbar vor oder nach dieser Bezeichnung.

Die SWDE ist eine juristische Person öffentlichen Rechts und verfolgt keine gewerblichen Zwecke.

Es wird von Artikel 66 des Gesellschaftsgesetzbuches abgewichen.

Art. 2 - Sitz.

Der Gesellschafts- und Verwaltungssitz der SWDE wird in Verviers, rue de la Concorde 41 festgelegt.

Art. 3 - Gesellschaftszweck.

§ 1 - Die SWDE hat zum Gesellschaftszweck:

- die Wassergewinnung;
- die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- den Schutz der Grundwasservorkommen;
- die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme.

§ 2 - In diesem Zusammenhang übt sie sogenannte Aufgaben öffentlichen Dienstes aus, so wie sie in Art. 4 der vorliegenden Satzungen erschöpfend definiert sind.

Die anderen Aufgaben, die keine Aufgabe öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 4 der vorliegenden Satzungen bilden, dürfen unter den gesamten Aktivitäten der SWDE nur einen nebensächlichen Charakter aufweisen.

Art. 4 - Aufgaben öffentlichen Dienstes

§ 1 - Die ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübten Aufgaben öffentlichen Dienstes sind:

1° die Wassergewinnung;

2° die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;

3° der Schutz der zu Trinkwasser aufbereitbaren Wasserressourcen im Rahmen der Aufgaben, die der SPGE ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) durch Artikel D.332 § 2 2° des Buches II des Umweltgesetzbuches zugewiesen sind;

4° die Erfüllung aller Verpflichtungen, die sich aus den mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen ergeben haben;



5° die Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragene Aufgabe;

Zur Durchführung dieser Aufgaben kann die SWDE die notwendige Infrastruktur erwerben, einrichten, unterhalten, verwalten und betreiben. Unter Infrastruktur versteht man insbesondere die gesamten Ausstattungen zur Wassergewinnung, -zuleitung, -speicherung (Wassertürme, -speicher), zur Entleerung, zum Abpumpen und zur Zählung und deren Nebenausstattungen, sowie die Grundstücke, auf denen sie sich befinden, einschließlich Untergrundflächen und Dienstbarkeiten, von denen die SWDE Inhaber ist.

§ 2 - Die Aufgaben öffentlichen Dienstes der Gesellschaft, die in Koordination mit den in dieser Angelegenheit zuständigen regionalen Einrichtungen, insbesondere mit der AWEx und der Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen, ebenfalls außerhalb des Gebietes der Wallonischen Region ausgeführt werden können, sind:

1° die Aufwertung des wallonischen Fachwissens im Wassergewinnungs- und -versorgungssektor, wobei industrielle, kommerzielle oder finanzielle Risiken zu vermeiden sind;

2° die Dienstleistungen humanitärer Art oder im Bereich der Entwicklungshilfe in Sachen Wasserversorgung und Zugang zu Trinkwasser im Rahmen von Zusammenarbeitsprogrammen.

§ 3 - Die Ausführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes der Gesellschaft beeinträchtigt nicht die Interessen der in der Wallonischen Region ansässigen Betreiber, die eine ähnliche Tätigkeit ausüben.

§ 4 - Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die SWDE die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem Geschäftsführungsvertrag bestimmt, der für fünf Jahre zwischen der Wallonischen Region und der SWDE abgeschlossen wird.

Art. 5 - Dauer.

Die SWDE wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Ihre Auflösung kann nur mittels eines Dekrets beschlossen werden, in dem die Modalitäten der Auflösung und die Lage der Bediensteten festgelegt werden.

Art. 6 - Zwingende Bestimmungen.

§ 1 - Die auf Genossenschaften mit beschränkter Haftung anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen sind auf die SWDE anwendbar, insofern wegen des öffentlichen Charakters der SWDE im Wassergesetzbuch nicht davon abgewichen wird. Die vorgesehenen Abweichungen werden in den vorliegenden Satzungen erwähnt.

§ 2 - Die SWDE unterliegt nicht den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 noch denjenigen des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich.

§ 3 - Die SWDE ist für die Güter, die ganz oder teilweise der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes dienen, von der Vollstreckung ausgenommen.

## TITEL II — GESELLSCHAFTER — GESELLSCHAFTSANTEILE — HAFTUNG

Art. 7 - Inhaber der Eigenschaft von Gesellschafter.

Gelten als Gesellschafter: die Wallonische Region, die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, die "Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE)", die öffentlich-rechtlichen Personen, deren Liste im Register der Gesellschafter, das am Gesellschaftssitz verfügbar ist, aufgenommen ist.

Der Beitritt einer Gemeinde führt dazu, dass diese Gemeinde von Rechts wegen ihre Zuständigkeit in Sachen öffentlicher Dienst im Bereich der Wassergewinnung und/oder -versorgung zugunsten der SWDE abtritt.

Es wird von Artikel 366 und 376 des Gesellschaftsgesetzbuches abgewichen.

Art. 8 - Kapital.

Das Gesellschaftskapital ist unbegrenzt.

Es beträgt ursprünglich € 380.307.214,45.

Der feste Teil des Kapitals beläuft sich auf € 250.000.000.

Der Betrag des Kapitals ist veränderlich, ohne dass eine Änderung der Satzungen für was den festen Teil übertrifft stattfinden muss.

Art. 9 - Gesellschaftsanteile - Einzahlung - Schuldverschreibungen

§ 1 - Das Gesellschaftskapital setzt sich aus drei Sorten Anteilen zusammen:

- die A-Anteile, die Beteiligungen im Kapital in Höhe eines Nennwerts von je € 25 vertreten. Diese Anteile können von den Gemeinden, Interkommunalen, Provinzen, der Region und der SPGE gezeichnet werden; sie werden als "Ap-Anteile" bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Wassergewinnung vertreten, und als "Ad-Anteile" bezeichnet, wenn sie Beteiligungen im Kapital für die Versorgung betreffen.

Die kommunalen Anteile haben eine spezifische Kennzeichnung.

- die B-Anteile, die Beteiligungen im Kapital für spezifische Aktivitäten in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck vertreten. Sie können von der Wallonischen Region, der SPGE, den Provinzen, den Interkommunalen, den Gemeinden und den öffentlich-rechtlichen Personen gezeichnet werden. Die Verwaltungsrat bestimmt deren Nennwert, der nicht weniger als € 25 betragen darf, und die damit verbundenen Rechte. Diese Teile werden mit einem Index versehen, um deren Identifizierung zu ermöglichen.

- die C-Anteile, die die grundlegenden Kapitalanteile sind, in Höhe eines Nennwerts von je € 25.

Die Gesamtbeteiligung der SPGE darf 20% der Gesamtanzahl der Anteile nicht übertreffen.

Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem festen Teil des Kapitals entspricht, muss zu jeder Zeit vollständig gezeichnet und eingezahlt sein.

§ 2 - Jeder Anteil, der eine Geldeinlage vertritt, muss zu einem Viertel eingezahlt sein, und jeder Anteil, der eine Sacheinlage vertritt, muss vollständig eingezahlt sein.

Es dürfen neben den Anteilen, die Einlagen vertreten, keine anderen Wertpapiere unter jedwelcher Bezeichnung geschaffen werden, die Gesellschaftsrechte vertreten oder auf einen Teil der Gewinne Anspruch geben.

§ 3 - Sacheinlagen dürfen nur dann durch Anteile, die das Gesellschaftskapital darstellen, entlohnt werden, wenn sie aus Aktivposten zusammengestellt sind, die wirtschaftlich bewertet werden können; dies gilt nicht für die Aktiva, die aus Verpflichtungen betreffend die Durchführung von Arbeiten oder das Erbringen von Dienstleistungen bestehen.

Es wird von Artikel 395, 398, 399, 422 und 423 des Gesellschaftsgesetzbuches abgewichen.

Was die A-Anteile angeht, erfolgen die Einzahlungen an den vom Verwaltungsrat festgelegten Daten, vorbehaltlich einer einmonatigen Vorankündigung, außer wenn die Gemeinden die Möglichkeit benutzen, sich durch Jahresraten von ihren Zeichnungen zu befreien.

Die Scheine für die gezeichneten Jahresraten werden der SWDE sofort übermittelt. Sie sind unveräußerlich.

§ 4 - Im Falle eines Zahlungsverzugs werden dem Betreffenden von Rechts wegen und ohne vorherige Zahlungsaufforderung Zinsen auferlegt, die zu dem im zivil- oder handelsrechtlichen Bereich legalen Zinssatz berechnet werden und der SWDE zukommen.

Unter Vorbehalt der Genehmigung der Generalversammlung kann der Verwaltungsrat nach einer zweimaligen Mahnung in einem Abstand von zwei Monaten den Ausschluss der rückständigen Gesellschafter aussprechen. Der ausgeschlossene Gesellschafter ist berechtigt, bei der Wallonischen Regierung Berufung einzulegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Verwaltungsrats angehört hat.

§ 5 - Ein Gesellschafter darf ohne die Erlaubnis des Verwaltungsrats keine Gelder einzahlen, die die eingeforderten anteilmäßigen Beträge überschreiten.

Art. 10 - Haftung.

Die Gesellschafter können nur bis zur Höhe ihrer Einlagen mit den Schulden der Gesellschaft belegt werden. Es wird von Artikel 401, 405 und 424 des Gesellschaftsgesetzbuches abgewichen.

Zwischen ihnen besteht weder Gesamtschuldnerschaft noch Unteilbarkeit.

Art. 11 - Gemeindliche Mehrheit.

Die kommunalen Gesellschafter stellen zu jeder Zeit mindestens 50% des Kapitals plus einen Anteil dar.

Die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Verwaltungsorganen der SWDE, ungeachtet des Umfangs der Einlagen der verschiedenen Parteien bei der Bildung des Gesellschaftskapitals.

Art. 12 - Veräußerung von Anteilen.

Die C-Anteile dürfen nicht veräußert werden.

Die anderen Anteile eines Gesellschafters dürfen nur an einen anderen Gesellschafter veräußert werden, unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat dies genehmigt.

### **TITEL III — REGISTER DER GESELLSCHAFTER — AUFNAHME — RÜCKTRITT — AUSSCHLUSS**

Art. 13 - Register der Gesellschafter.

§ 1 - Die SWDE führt am Gesellschaftssitz ein Register, das die Gesellschafter vor Ort einsehen können und das für jeden von ihnen Folgendes angibt:

1. Gesellschaftsname und Wohnsitz;
2. das Datum seiner Aufnahme, seines Rücktritts bzw. seines Ausschlusses;
3. die Anzahl Gesellschaftsanteile, die er besitzt, sowie die Zeichnungen neuer Anteile, die Rückzahlungen von Anteilen, die Abtretungen von Anteilen mit ihrem jeweiligen Datum;
4. den Betrag der vorgenommenen Einzahlungen und die zur Rückzahlung der Anteile abgehobenen Summen.

§ 2 - Die Eintragungen im Register der Gesellschafter erfolgen auf der Grundlage der datierten und unterzeichneten Beweisstücke. Sie erfolgen in der Reihenfolge ihres Datums.

Eine Kopie der sie betreffenden Vermerke, die im Register der Gesellschafter aufgeführt sind, wird den Inhabern ausgehändigt, wenn sie dies schriftlich beantragen.

Diese Kopien können im Gegensatz zu den im Register der Gesellschafter eingetragenen Vermerken nicht als Beweisstücke dienen.

Der Rücktritt eines Gesellschafters wird durch den Vermerk dieses Tatbestands im Register der Gesellschafter festgestellt.

Art. 14 - Aufnahme.

§ 1 - Die Aufnahme von neuen Gesellschaftern wird vom Verwaltungsrat ausgesprochen, der die Bedingungen für ihre Aufnahme festlegt.

§ 2 - Wenn der Verwaltungsrat die Aufnahme ablehnt, kann der bewerbende Gesellschafter Berufung bei der Wallonischen Regierung einlegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Rats angehört hat.

§ 3 - Die Bedingungen für die Einzahlung der von einem neuen Gesellschafter gezeichneten Anteile werden vom Verwaltungsrat bestimmt.

§ 4 - Jede wallonische Gemeinde, deren Wasserversorgung für häusliche Zwecke ganz oder teilweise von der SWDE gewährleistet wird, muss Gesellschafter sein.

Art. 15 - Verlust der Eigenschaft von Gesellschafter.

Die Gesellschafter hören durch ihren Rücktritt, ihren Ausschluss oder im Falle einer Entmündigung, eines Konkurses oder einer Zahlungsunfähigkeit auf, der SWDE anzugehören.

**Art. 16 - Rücktritt.**

Jedes Rücktrittsgesuch eines Gesellschafters wird dem Verwaltungsrat übermittelt, der einen Bericht über diesen Antrag erstattet.

Der Verwaltungsrat legt der allernächsten Generalversammlung das Rücktrittsgesuch des Gesellschafters zusammen mit dem Bericht des Verwaltungsrates und der Stellungnahme des Betriebsrats der betreffenden Filiale vor. Diese Generalversammlung beschließt über den Antrag.

Der Rücktritt ist nur mit dem Einverständnis von zwei Dritteln der Mitglieder der Generalversammlung erlaubt.

Im Falle einer Ablehnung durch die Generalversammlung kann der antragstellende Gesellschafter bei der Wallonischen Regierung Berufung einlegen. Das Berufungsschreiben muss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe der Ablehnung per Einschreibebrief zugeschickt werden.

In Abweichung von Artikeln 374 und 376 des Gesellschaftsgesetzbuches wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschiedenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, vom Verwaltungsrat festgelegt.

**Art. 17 - Ausschluss.**

Wenn ein Gesellschafter die Verbindlichkeiten, die er der SWDE gegenüber eingegangen ist, nicht erfüllt, kann sein Ausschluss durch einen mit Gründen versehenen Beschluss des Verwaltungsrates ausgesprochen werden.

Im Falle einer Unstimmigkeit kann der ausgeschlossene Gesellschafter bei der Wallonischen Regierung Berufung einlegen. Das Berufungsschreiben muss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des Ausschlussbeschlusses per Einschreibebrief zugeschickt werden.

In Abweichung von Artikeln 374 und 376 des Gesellschaftsgesetzbuches wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschlossenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, vom Verwaltungsrat festgelegt.

Es wird von Artikel 370 des Gesellschaftsgesetzbuches abgewichen.

**TITEL IV — VERWALTUNG****Art. 18 - Allgemeines.**

Die SWDE ist um eine zentrale Struktur und acht Betriebsfilialen, was die Aufgabe der Wasserversorgung angeht, organisiert.

Die tägliche Führung, die Vertretung der SWDE sowie die Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates und der Betriebsräte werden von einem Vorstand gewährleistet.

**Art. 19 - Verwaltungsrat.**

§ 1 - Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2 - Dieser besteht aus siebzehn Mitgliedern, worunter ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende.

§ 3 - Acht Verwaltungsratsmitglieder werden von der Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen von der SPGE vorgeschlagen werden. Das Mandat eines von der Wallonischen Regierung ernannten Verwalters hat eine Dauer von fünf Jahren in Übereinstimmung mit dem Dekret über das Statut des öffentlichen Verwalters.

§ 4 - Neun Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung unter den Mitgliedern der Betriebsräte gewählt, und zwar mindestens ein Verwaltungsratsmitglied pro zum Datum der Erneuerung des Verwaltungsrats gebildete Betriebsfiliale.

Das Mandat eines von der Generalversammlung gewählten Verwalters hat eine Dauer von sechs Jahren.

Diese Mandate sind für eine gleiche Dauer erneuerbar. Die Erneuerung der Mandate der von der Generalversammlung gewählten Verwalter findet im Laufe der ersten Generalversammlung statt, die auf die Provinzial- und Gemeindewahlen folgt.

Die von der Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder müssen die Eigenschaft eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds einer angeschlossenen Gemeinde besitzen.

Jede Bewerbung um ein Mandat als durch die Generalversammlung gewähltes Verwaltungsratsmitglied muss vom Betriebsrat der Filiale vorgestellt werden, und dem Verwaltungsrat am Gesellschaftssitz spätestens fünf Werktage vor dem Tage der Generalversammlung per Einschreiben zugestellt werden.

Der Verwalter, der ebenfalls Gemeinderatsmitglied, Schöffe oder Bürgermeister ist und der diese Eigenschaft verlieren sollte, gilt als von Rechts wegen rücktretend. Er wird in Übereinstimmung mit Art. 21 ersetzt.

Was auch die Art der Benennung sein mag, das Mandat des Verwalters läuft von Rechts wegen an dem Tage ab, an dem der Inhaber das Alter von fünfundsechzig Jahren erreicht.

§ 5 - Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Die beiden stellvertretenden Vorsitzenden werden von dem Verwaltungsrat unter dessen Vertretern benannt. Ist der Vorsitzende kein von der Generalversammlung gewählter Verwalter, so ist der erste stellvertretende Vorsitzende unbedingt ein von ihr gewählter Verwalter.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrats legt die Tagesordnung des Verwaltungsrats fest, führt die Debatten und unterzeichnet den Geschäftsführungsvertrag.

§ 6 - Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste stellvertretende Vorsitzende.

Wenn der erste stellvertretende Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite stellvertretende Vorsitzende.

Wenn der zweite stellvertretende Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz des Verwaltungsrats vom Mitglied geführt, das am längsten im Amt ist. Bei gleichem Amtsalter wird der Vorsitz des Rats vom ältesten Mitglied geführt.

§ 7 - Zu jeder Zeit kann jeder Verwalter die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und alle Geschäftsbücher der SWDE an Ort und Stelle einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte vom Vorstand und den Bediensteten der SWDE anfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er bei der Durchführung seines Mandats als notwendig betrachtet.

§ 8 - Im Rahmen einer guten Betriebsführung kann der Verwaltungsrat Fachausschüsse bilden, deren Aufgabe es ist, spezialisierte Fragen zu untersuchen, und dem Verwaltungsrat darüber Empfehlungen abzugeben.

§ 9 - Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Beobachter zuziehen, die den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

Art. 20 - Verhältnismäßige Benennung eines Teils des Verwaltungsrats.

§ 1 - Die von der Generalversammlung gewählten Verwalter werden unter den Mitgliedern der Betriebsräte verhältnismäßig zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden benannt, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden.

§ 2 - Für die Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung eines jeden gemeindlichen Gesellschafters im Verhältnis zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile gewichtet. Diese Anzahl wird am 31. Dezember des Jahres vor dem Jahr der Erneuerung des Verwaltungsrats festgesetzt.

§ 3 - Für die Berechnung der Verteilung der Mandate wird eine Tabelle fertiggestellt. Für jede angeschlossene Gemeinde gibt die Tabelle die Anzahl der von ihr gehaltenen Gesellschaftsanteile, die Anzahl der Gemeinderatsmitglieder, den Gewichtungskoeffizienten (Anzahl Gesellschaftsanteile/Anzahl Gemeinderatsmitglieder) sowie die Verteilung der Gemeinderatsmitglieder pro politische Partei, die eine nationale Ordnungsnummer hat, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden, oder pro Gruppierung, wobei die eventuellen unabhängigen Ratsmitglieder ebenfalls berücksichtigt werden, an.

Der Koeffizient wird dann für jede angeschlossene Gemeinde auf die gewählten oder verbundenen Gemeinderatsmitglieder für jede politische Partei angewandt. Dieselbe Maßnahme wird für die Gruppierungen von Ratsmitgliedern und für die unabhängigen Mitglieder benutzt.

Eine Gesamtzahl wird für jede Liste oder jede Gruppierung errechnet.

Diese Gesamtzahlen werden durch 1, 2, 3, 4 usw. dividiert. Die so erhaltenen Quotienten werden in der degressiven Reihenfolge eingeordnet, bis eine Anzahl von Quotienten erreicht ist, die der Anzahl der zu vergebenden Mandate entspricht. Der letzte Quotient dient als Divisor.

Jeder Liste oder Gruppierung werden ebensoviele Sitze, wie ihre bzw. seine Gesamtzahl diesen Divisor umfasst, erteilt.

Die Verteilung, die vor jeder gesamten Erneuerung des Verwaltungsrats auf diese Weise festgelegt ist, bleibt während der gesamten Dauer des Mandats der gemäß dieser Verteilung gewählten Verwalter anwendbar.

§ 4 - Die Vertreter, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids angeführt sind, sind von der Berechnung zur Verteilung der Mandate ausgeschlossen.

§ 5 - Die Verteilung der zu vergebenden Mandate wird den Gesellschaftern gleichzeitig mit dem Aufruf an die Kandidaten bei der Einberufung der Generalversammlung, die die Erneuerung vornehmen muss, mitgeteilt.

Art. 21 - Vakanz einer Stelle als Verwalter.

Wenn eine Stelle als von der Generalversammlung zu ernennendes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in Artikel 20 der vorliegenden Satzungen bestimmten Proportionalregel das Recht, diese Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Ernennung durch die nächste Generalversammlung stattfindet.

Derjenige, der den Vorsitzenden, einen stellvertretenden Vorsitzenden oder ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf dessen Mandats ersetzen soll, beendet das abgebrochene Mandat.

Art. 22 - Befugnisse des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die für die Verwirklichung des Zwecks der SWDE nützlich oder notwendig sind, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz und den Satzungen der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kontrolliert die tägliche Führung, die durch den Vorstand, der regelmäßig bei dem Verwaltungsrat Bericht erstattet, gewährleistet wird. Der Verwaltungsrat kann über seinen Vorsitzenden zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten.

Neben den Befugnissen, die das Buch II des Umweltgesetzbuches oder die vorliegenden Satzungen ihm ausdrücklich verleihen, sorgt er für sämtliche, insbesondere folgende Angelegenheiten der Gesellschaft:

Er beschließt die Ausgabe neuer Anteile in Übereinstimmung mit Artikel 9.

Er bestimmt den Sitz der Betriebsfilialen.

Mit Ausnahme desjenigen, was ausdrücklich im Gesetz oder in den vorliegenden Satzungen vorgesehen ist, bestimmt er die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich der Betriebsfilialen fallen können.

Aufgrund des jährlichen Tätigkeitsberichts der Betriebsfilialen bewertet er die Geschäftsführung und die Übereinstimmung dieser Geschäftsführung mit den strategischen Zielen der Gesellschaft.

Er entscheidet über Einsprüche anschließend an die Aussetzung durch den Vorstand eines Beschlusses des Betriebsrats, der mit den festgelegten strategischen Zielen gegensätzlich sein würde.

Er untersucht die vom Betriebsrat einer Filiale vorgelegten Interpellationen.

Er setzt die Tarife fest und ändert sie ab.

Er nimmt das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Personals, den Stellenplan des Personals und die Arbeitsregelung an.

Er ernennt die Bediensteten und stellt die Bediensteten der Stufe A ein.

Er urteilt über die Einsprüche in Sachen einstweilige Amtsenthebung und Absetzung von Personalmitgliedern.

Er befindet über den Erwerb oder die Veräußerung aller beweglichen und unbeweglichen Güter.

Er bestimmt unter den auf gültigem Wege vorgenommenen Immobilienerwerben diejenigen, die gemeinnützig sind und nimmt mit der vorherigen Erlaubnis der Wallonischen Regierung die Enteignungen im Namen der SWDE vor.

Er schlägt die Aktionspläne vor, um die Durchführung der Zielsetzungen des Geschäftsführungsvertrags, die von den Betriebsfilialen festgelegt werden, zu garantieren.

Er beschließt über die Übernahme von Versorgungsnetzen oder Wassergewinnungsanlagen.

Jedes Jahr stellt er ein Inventar auf und erstellt die Jahresabrechnungen und einen Rechenschaftsbericht in der durch das Gesetz vorgeschriebenen Weise und übermittelt der Wallonischen Regierung oder dem Mitglied, das diese zu diesem Zweck beauftragt, einen Bericht über die Geschäfte und die Lage der SWDE. Diesem Bericht wird die letzte Bilanz beigelegt.



Er beschließt mit der Zweidrittelmehrheit über jede direkte oder indirekte Beteiligung am Kapital von öffentlichen oder privaten, belgischen oder ausländischen Einrichtungen bzw. Gesellschaften, deren Gesellschaftszweck mit dem Zweck der SWDE verbunden ist.

Er legt der Generalversammlung der Gesellschafter jedes Jahr einen Bericht über den Stand der vorerwähnten Beteiligungen vor.

Unter den Verwaltern, den Mitgliedern des Vorstandes, den Mietgliedern der Exekutivausschüsse der Betriebsräte und den Personalmitgliedern der SWDE bestimmt er die Vertreter der SWDE.

Er genehmigt mit der Zweidrittelmehrheit den Geschäftsführungsvertrag, der mit der Wallonischen Region abzuschließen ist.

Er bestimmt die jährlichen Finanzierungs- und Haushaltspläne.

Er bestimmt die Finanzpolitik der Gesellschaft und genehmigt die Anleihen und die Ausgabe von Schuldverschreibungen.

Er bestimmt die Investitionspolitik und die damit zusammenhängenden Haushalte.

Er nimmt das Produktionsprogramm an.

Art. 23 - Vollmachten.

Der Verwaltungsrat kann alle seine Befugnisse oder einen Teil davon dem Vorstand oder dem Betriebsrat der Betriebsfilialen übertragen, dies mit Ausnahme der folgenden Befugnisse:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der SWDE;

2° diejenigen, die laut dem Gesetz oder den vorliegenden Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse und deren Dauer eindeutig genannt.

Art. 24 - Arbeitsweise des Verwaltungsrats.

§ 1 - Der Verwaltungsrat tagt jedesmal, wenn das Interesse der Gesellschaft es verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder durch denjenigen einberufen, der ihn ersetzt. Der Rat muss zusammentreten, wenn mindestens ein Drittel der Verwalter es beantragen.

§ 2 - Die Beratungen und die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen gefasst, vorbehaltlich der in den vorliegenden Satzungen, dem Gesellschaftsgesetzbuch oder dem Buch II des Umweltgesetzbuches erwähnten Ausnahmen.

Außer bei zwingenden Gründen ist der Verwaltungsrat nicht berechtigt, über einen Punkt, der nicht auf der Tagesordnung steht, zu beschließen.

Bei Stimmengleichheit innerhalb des Verwaltungsrats entscheidet die Stimme des Vorsitzenden der Sitzung. Bei einer Enthaltung des Vorsitzenden der Sitzung und bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

§ 3 - Wenn nach ordnungsgemäßen Einberufungen zweimal nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der Sitzung, die der dritten Einberufung folgt, für die Punkte, die dreimal nacheinander auf die Tagesordnung gesetzt worden sind, beschlussfähig, ganz gleich wieviel Mitglieder anwesend sind.

§ 4 - Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden durch Protokolle festgehalten, die in ein im Sitz der SWDE geführtes Sonderregister eingetragen werden. Die Protokolle werden von den Mitgliedern, die an der Beratung teilgenommen haben, unterschrieben.

§ 5 - Der Verwaltungsrat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, in der insbesondere die Fristen für die Einberufungen zu den Sitzungen und die Form der Einberufungen bestimmt sind.

§ 6 - Die Vorsitzenden der Betriebsräte werden mindestens einmal pro Jahr zu einer Versammlung des Verwaltungsrats geladen. Bei dieser Versammlung wird über die strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft berichtet.

Art. 25 - Betriebsfilialen.

§ 1 - Für die Aufgabe der Wasserversorgung bildet die SWDE acht Betriebsfilialen aufgrund eines oder mehrerer Teileinzugsgebiete im Sinne von Buch II des Umweltgesetzbuches. Jede Gemeinde kann lediglich in den Zuständigkeitsbereich einer einzigen Betriebsfiliale fallen.

Wenn sich das Gebiet einer Gemeinde auf zwei oder mehrere Zwischeneinzugsgebiete erstreckt, wird die Angliederung auf der Grundlage der größten Anzahl Zähler festgelegt.

Ungeachtet der Zugehörigkeit der Gemeinden zu verschiedenen Zwischeneinzugsgebieten kann die Verwaltung der sich auf dem Gebiet der deutschsprachigen Gemeinschaft befindenden angeschlossenen Gemeinden unter die Zuständigkeit ein und derselben Betriebsfiliale fallen.

Das den Filialen zugehörige Gebiet wird wie folgt festgelegt:

— Betriebsfiliale 1: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Schelde-Leie und Dender;

— Betriebsfiliale 2: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Haine;

— Betriebsfiliale 3: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Senne und Dyle-Gette;

— Betriebsfiliale 4: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Sambre;

— Betriebsfiliale 5: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Weser, Amel und die deutschsprachigen Gemeinden;

— Betriebsfiliale 6: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Maas abwärts;

— Betriebsfiliale 7: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Maas aufwärts und Oise;

— Betriebsfiliale 8: das Gebiet der Gemeinden der Teileinzugsgebiete Lesse, Semois-Chiers, Ourthe und Mosel.

§ 2 - Aufgrund des festgelegten Gebiets gewährleistet jede Filiale die Aufgabe öffentlichen Dienstes der Wasserversorgung. Diese Aufgabe besteht hauptsächlich in dem Betrieb der Bauwerke zur Wasserversorgung, der Beteiligung an der Ausarbeitung und Durchführung des Investitionsprogramms und der Konzertierung mit den örtlichen Behörden für die Durchführung der Arbeiten im Rahmen der Wasserversorgung.

§ 3 - Jede Betriebsfiliale wird von einem Betriebsrat geführt.

§ 4 - Der Vorstand bestimmt eins seiner Mitglieder, um die tägliche Führung der Filiale zu gewährleisten und die Kohärenz der Beschlüsse mit den gesetzten Zielen zu prüfen. Dieses Mitglied handelt im Namen und für Rechnung des Vorstands.



Art. 26 - Betriebsräte.

§ 1 - In jeder Betriebsfiliale wird ein Betriebsrat eingesetzt, der sich mindestens aus einem Vertreter pro Gemeinde, die dem Zuständigkeitsbereich der Filiale unterliegt, zusammensetzt.

Jede Gemeinde, deren Gebiet ganz oder teilweise von der SWDE versorgt wird, verfügt über einen Vertreter je angebrochene Gruppe von 15 000 Zählern für den häuslichen Gebrauch.

§ 2 - Die Vertreter der Gemeinden werden im Verhältnis zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der Gemeinden, die dem oder den Teileinzugsgebieten angehören, benannt, und zwar unter Berücksichtigung der eventuellen fakultativen individuellen Listenverbindungs- oder gruppierungserklärungen.

Für die Berechnung der Verteilung der Mandate wird eine Tabelle fertiggestellt. Für jede angeschlossene Gemeinde gibt die Tabelle die Anzahl der in der Gemeinde versorgten Zähler, die Anzahl von Gemeinderatsmitgliedern, den Gewichtungskoeffizienten (Anzahl Zähler/Anzahl Gemeinderatsmitglieder) sowie die Verteilung der Gemeinderatsmitglieder pro politische Partei, die eine nationale Ordnungsnummer hat, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden, oder pro Gruppierung, wobei die eventuellen unabhängigen Ratsmitglieder ebenfalls berücksichtigt werden, an.

Der Koeffizient wird dann für jede angeschlossene Gemeinde auf die gewählten oder verbundenen Gemeinderatsmitglieder für jede politische Partei angewandt. Dieselbe Maßnahme wird für die Gruppierungen von Ratsmitgliedern und für die unabhängigen Mitglieder benutzt.

Eine Gesamtzahl wird für jede Liste oder jede Gruppierung errechnet.

Diese Gesamtzahlen werden durch 1, 2, 3, 4 usw. dividiert. Die so erhaltenen Quotienten werden in der degressiven Reihenfolge eingeordnet, bis eine Anzahl von Quotienten erreicht ist, die der Anzahl der zu vergebenden Mandate entspricht. Der letzte Quotient dient als Divisor.

Jeder Liste oder Gruppierung werden ebenso viele Sitze, wie ihre bzw. seine Gesamtzahl diesen Divisor umfasst, erteilt.

Die Verteilung, die vor jeder gesamten Erneuerung des Betriebsrats auf diese Weise festgelegt ist, bleibt während der gesamten Dauer des Mandats der gemäß dieser Verteilung gewählten kommunalen Vertreter anwendbar.

Die von den Gemeinden durchgeführte Wahl ihrer Vertreter innerhalb des Betriebsrats unterliegt der Genehmigung des Verwaltungsrats.

§ 3 - Die Vertreter, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids angeführt sind, sind von der Berechnung zur Verteilung der Mandate ausgeschlossen.

§ 4 - Der Vorsitzende wird vom Verwaltungsrat unter den Mitgliedern des Betriebsrats und auf dessen Vorschlag benannt. Der Betriebsrat benennt zwei stellvertretende Vorsitzende unter seinen Mitgliedern.

§ 5 - Das Mandat der Vertreter der Gemeinden hat eine Dauer von sechs Jahren und ist erneuerbar.

Wenn der Vertreter die Eigenschaft verliert, wegen deren er gewählt wurde, wird angenommen, dass er zurücktritt.

Das Mandat ist mit der Eigenschaft als Personalmitglied der SWDE unvereinbar.

Art. 27 - Befugnisse des Betriebsrats.

Im Rahmen der Aufgabe der Gesellschaft in Sachen Wasserversorgung und auf dem Gebiet, für das die betreffende Filiale zuständig ist, verfügt der Betriebsrat über die folgenden Befugnisse:

§ 1 - Allgemeine Aufgaben.

Er gibt ein Gutachten über die Projekte für Maßnahmen ab, die im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Qualität des Wassers durchzuführen sind.

Er gibt ein Gutachten über die Niederlassung der Dienststellen der Filiale ab.

Er berät über jede Angelegenheit, die ihm vom Verwaltungsrat oder vom leitenden Ausschuss unterbreitet wird.

Er teilt dem Verwaltungsrat alle Vorschläge mit, die auf eine Verbesserung der Dienstleistung abzielen.

Er gibt ein Gutachten über die Haushaltsvorschläge bezüglich der Tätigkeit der Filiale ab.

§ 2 - Investitionen der Filiale.

Er genehmigt das Leitschema der Investitionen in Sachen Versorgung.

Er schlägt dem Verwaltungsrat die Vorentwürfe für Investitionen in Sachen Versorgung vor, die im Rahmen der festgelegten Haushaltsmittel in dem jährlichen oder mehrjährigen Programm der Gesellschaft angeführt werden könnten.

Er bestimmt die Arbeiten im Bereich der Wasserversorgung, die das Jahresarbeitsprogramm der Filiale darstellen, unbeschadet der in Art. 22 festgelegten Regeln und im Rahmen der festgelegten Haushaltsmittel.

§ 3 - Betrieb der Filiale.

Er schlägt dem Verwaltungsrat einen Aktionsplan vor, um die Durchführung der Zielsetzungen des Geschäftsführungsvertrags zu garantieren.

Er übermittelt dem Verwaltungsrat jährlich einen Bericht über die Tätigkeiten der Filiale, nach dem festgelegten Muster.

Er übermittelt dem Vorstand quartalsweise die Übersichtstabellen nach dem festgelegten Muster. Er organisiert die Wettbewerbe oder Prüfungen für die Anwerbung der Personalmitglieder der Filiale der Stufe C und D nach den vom Verwaltungsrat und dem Vorstand festgelegten Regeln und unterbreitet dem Vorstand seine Anwerbungsvorschläge.

Er vergibt die Aufträge für Versorgungsarbeiten in Übereinstimmung mit den von dem Verwaltungsrat zugewiesenen Vollmachten und im Rahmen der festgelegten Haushaltsmittel.

Er vergibt die vom Verwaltungsrat bestimmten Aufträge für Lieferungen und Dienstleistungen in Übereinstimmung mit den von dem Verwaltungsrat zugewiesenen Vollmachten.

Er erarbeitet die Kommunikationspläne im Rahmen der bürgernahen Betriebsführung.

Art. 28 - Vollmachten - Exekutivausschuss.

Der Betriebsrat kann einen Teil seiner Befugnisse einem Exekutivausschuss übertragen. In dem betreffenden Beschluss werden der Umfang und die Dauer, welche ein Jahr nicht übertreffen darf, festgelegt.

Der Exekutivausschuss besteht aus höchstens aus sechs Mitgliedern des Betriebsrats und dem Mitglied des Vorstands, der die tägliche Führung der Filiale gewährleistet.

Der Vorsitzende, die beiden stellvertretenden Vorsitzenden des Betriebsrats und der von der Generalverwaltung unter den Mitgliedern des Betriebsrats gewählte Verwalter sind von Rechts wegen Mitglied.

Jedes Teileinzugsgebiet, dessen Filiale mehr als 5 000 Zähler für den häuslichen Gebrauch betreibt, muss vertreten sein.

Die Zusammensetzung des Exekutivausschusses unterliegt der Genehmigung des Verwaltungsrats.

Die Beschlüsse erfolgen auf kollegiale Weise und bei Einstimmigkeit. Eine allgemeine Dienstordnung wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

Der Exekutivausschuss legt dem Betriebsrat einen regelmäßigen Tätigkeitsbericht vor.

Art. 29 - Arbeitsweise des Betriebsrates.

§ 1 - Der Betriebsrat tagt jedesmal, wenn das Interesse der Filiale es verlangt, auf Einberufung des Vorsitzenden. Er muss mindestens viermal im Jahr tagen, oder wenn mindestens ein Drittel seiner Mitglieder es beantragen.

Eine allgemeine Dienstordnung wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

§ 2 - Die Beratungen und die Beschlüsse des Betriebsrates sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist.

Mangels dessen gilt der nächste, vorschriftsmäßig einberufene Betriebsrat als ordnungsmäßig gebildet, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder auch sei, und kann über die bei der vorigen Ratssitzung auf die Tagesordnung gestellten Punkte entscheiden.

§ 3 - Jeder Vertreter der Gemeinden verfügt über eine Stimme im Betriebsrat. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

§ 4 - Im Hinblick auf die Vorbereitung seiner Beschlüsse kann der Betriebsrat je nach von ihm bestimmten geographischen Sektoren aus seiner Mitte Fachausschüsse bilden.

Art. 30 - Vorstand.

§ 1 - Der Vorstand setzt sich aus höchstens fünf Mitgliedern, worunter einem Vorsitzenden, zusammen. Seine Beratungen sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

§ 2 - Die Vorstandsmitglieder werden von der Wallonischen Regierung für ein erneuerbares sechsjähriges Mandat ernannt.

Falls ein Mitglied bei seiner Ernennung älter als neunundfünfzig Jahre ist, reduziert die Regierung die Dauer seines Mandats so, dass sein Ende mit dem fünfundschrzigsten Geburtstag dieses Mitglieds übereinstimmt.

§ 3 - Die Vorstandsmitglieder können nur durch die Regierung entlassen werden:

1° entweder auf Vorschlag des Verwaltungsrates;

2° oder auf Initiative der Wallonischen Regierung, nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat.

§ 4. Die Entlohnung der Vorstandsmitglieder geht zu Lasten der SWDE.

Art. 31 - Befugnisse des Vorstandes.

§ 1 - Gemäß dem Prinzip der "Corporate Governance" bildet der Vorstand das Betriebsführungsorgan der SWDE. Er gewährleistet die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft.

§ 2 - Die tägliche Führung umfasst insbesondere:

Die Durchführung des Betriebsführungsvertrags.

Die Einstellung der Bediensteten, mit Ausnahme der Bediensteten der Stufe A, die zeitweilige Enthebung des Amtes, die Absetzung der gesamten Bediensteten und Angestellten und die Bestimmung ihrer Zuständigkeiten und Dienstposten.

Die Organisation der Wettbewerbe oder Prüfungen für die Anwerbung der Personalmitglieder mit Ausnahme der Mitglieder der Stufe D und C der Filialen.

Die Bekanntmachung von vakanten Stellen für die Gesamtheit der SWDE.

Der Erwerb aller beweglichen und unbeweglichen Güter; der Abschluss jegliches Abkommens, das Tätigen jegliches Kaufs und der Abschluss jegliches Geschäfts für die Errichtung und die Bewirtschaftung der Dienste, nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen.

Die Aufnahme der Anleihen und die Ausgabe der Schuldverschreibungen; die Leistung von Sicherheiten als Bürgschaft für die von der SWDE eingegangenen Verbindlichkeiten und die Annahme von Sicherheiten, die für die ihr gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten geleistet werden.

Die Anlage des verfügbaren Kapitals und die Verfügung über die Depositen und Kontokorrenteinlagen.

Die interne Organisation.

Die Bildung der technischen und anderen Ausschüsse, die für notwendig gehalten werden.

Die Strafverfolgungen.

Die Befugnis, zu verhandeln sowie Vergleiche und Schiedsverträge zu schließen, nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen.

Die Annahme aller Beträge und Wertpapiere, die der SWDE zustehen; der Verzicht auf die dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen und die Erteilung der Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auffassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen.

In Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrats, die Unterschreibung der Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht erweisen zu müssen.

Die Ausfertigung der Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrats, der Generalversammlung und der Betriebsräte sowie die Auszüge aus diesen Protokollen.

Die Eintragungen im Register der Gesellschafter sowie die Ausfertigung der Auszüge aus diesem Register.

Die gewerkschaftlichen Verhandlungen und die Vertretung der SWDE innerhalb der Konzertierungs- und Verhandlungsorgane.

Die Vorlage beim Verwaltungsrat eines finanziellen Berichts über die Tätigkeiten der Filialen.

Die Vorlage eines Berichts über die Übersichtstabellen der Betriebsfilialen.

§ 3 - Die Vorstandsmitglieder wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Art. 32 - Arbeitsweise des Vorstandes.

§ 1 - Die Beratungen des Vorstandes erfolgen auf kollegiale Weise. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, nach Modalitäten, die in einer allgemeinen Dienstordnung angeführt sind.

§ 2 - Eine allgemeine Dienstordnung, die die Arbeitsweise des Vorstandes festlegt, wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

§ 3 - Der Vorstand wird durch den Vorsitzenden gültig vertreten, der außerdem mit der Durchführung der Beschlüsse des besagten Vorstandes beauftragt ist.

§ 4 - Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird sein Amt vom Mitglied übernommen, das das höchste Amtsalter hat; bei gleichem Amtsalter, wird sein Amt vom ältesten Mitglied übernommen.

Art. 33 - Tägliche Führung der Filialen.

Der Vorstand bestimmt eins seiner Mitglieder, um die tägliche Führung der Filiale im Namen und für Rechnung des Vorstands zu gewährleisten.

Dieses Mitglied sorgt für die Kohärenz der von der Filiale gefassten Beschlüsse mit den strategischen Zielen der Gesellschaft.

Er ist Schriftführer und wohnt den Sitzungen des Betriebsrats mit beratender Stimme bei.

Er ist mit der Durchführung der Beschlüsse des Betriebsrats beauftragt. Er kann beim Vorstand die Aussetzung der Durchführung des Beschlusses des Betriebsrats und des Exekutivausschusses beantragen, den er als im Gegensatz zu den strategischen Zielen der Gesellschaft betrachtet.

Er erstattet dem Vorstand einen monatlichen Bericht über die Tätigkeiten der Filiale, mit deren tägliche Führung er beauftragt ist.

Art. 34 - Kontrolle.

§ 1 - Die SWDE unterliegt der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung. Diese Kontrolle wird durch zwei Kommissare der Regierung ausgeübt, die von der Regierung ernannt und abgesetzt werden.

§ 2 - Die Kommissare der Regierung erfüllen ihre Aufgabe in Übereinstimmung mit dem Dekret über die Regierungskommissare.

Die Regierungskommissare werden zu allen Versammlungen des Verwaltungsrates eingeladen. Bei der Durchführung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 3 - Den Regierungskommissaren werden dieselben Entlohnungen, Vergütungen und Fahrtentschädigungen, die den gemeinen Mitgliedern des Verwaltungsrats gewährt werden, zugeteilt. Diese Beträge gehen zu Lasten der SWDE.

Art. 35 - Rechnungsprüfung.

§ 1 - Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der in dem Jahresabschluss festzustellenden Buchungen in Bezug auf die Vorschriften und die Satzungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Wallonischen Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

§ 2 - Zwei der Mitglieder des Kollegiums der Rechnungsprüfer, worunter der Vorsitzende, werden von der Generalversammlung gemäß den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt. Sie üben das Amt des Kommissar-Revisors aus.

Das dritte Mitglied wird von der Wallonischen Regierung ernannt.

Die Rechnungsprüfer werden für ein erneuerbares Mandat von drei Jahren ernannt. Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden.

§ 3 - Die Generalversammlung bestimmt die Entlohnung der Kommissare-Revisoren. Diese Entlohnung geht zu Lasten der SWDE.

Die Entlohnung des von der Wallonischen Regierung ernannten Rechnungsprüfers wird im Geschäftsführungsvertrag bestimmt und geht zu Lasten der SWDE.

## TITEL V — GENERALVERSAMMLUNG

Art. 36 - Zusammensetzung und Befugnisse.

§ 1 - Die Generalversammlung umfasst die Vertreter der Gesellschafter, die Mitglieder des Verwaltungsrats und die Mitglieder des Vorstandes.

§ 2 - Jeder Gesellschafter darf sich bei der Generalversammlung nur von einem einzigen Beauftragten durch eine schriftliche Vollmacht vertreten lassen.

Die Gesellschafter verfügen bei der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das der Anzahl der gezeichneten Gesellschaftsanteile, die sie halten, entspricht, mit Ausnahme der ausdrücklichen im Gesetz, im Buch II des Umweltgesetzbuches und in den Satzungen vorgesehenen Bestimmungen.

Bei einer Abstimmung darf die Anzahl Stimmen eines Einzelnen jedoch ein Fünftel der bei der Generalversammlung vertretenen Anteile nicht überschreiten.

§ 3 - Für die Ernennung der Verwalter wird diese Grenze durch Beiseitlassung der Anteile der Region, der SPGE, der Provinzen und der Interkommunalen berechnet.

§ 4 - Die Generalversammlung übt die Befugnisse aus, die ihr durch das Gesetz, das Buch II des Umweltgesetzbuches und die vorliegenden Satzungen erteilt werden.

§ 5 - Die Generalversammlung regelt alles, was die Zuständigkeiten und die Bezüge des Vorsitzenden, der zwei stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwalter betrifft.

Sie regelt alles, was die Entlohnungen der Vorsitzenden, stellvertretenden Vorsitzenden und Mitglieder des Betriebsrats der Betriebsfilialen und die Entlohnungen der Mitglieder des Exekutivausschusses der Betriebsfilialen betrifft.

#### Art. 37 - Haltung der Generalversammlung.

Das Präsidium der Generalversammlung umfasst den Vorsitzenden und die stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats sowie den Vorstandsvorsitzenden.

Den Vorsitz der Versammlung übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrats. Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste stellvertretende Vorsitzende. Wenn der erste stellvertretende Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite stellvertretende Vorsitzende. Wenn der zweite stellvertretende Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz der Generalversammlung vom Verwalter geführt, das am längsten im Amt ist. Bei gleichem Amtsalter wird der Vorsitz der Generalversammlung vom ältesten Verwalter geführt.

Der Vorsitzende des Vorstands übernimmt die Schriftführung.

Bei einer Abstimmung zieht das Präsidium zwei Beauftragte der Gesellschafter als Stimmenzähler heran.

Eine Anwesenheitsliste mit den Namen der Gesellschafter und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem von ihnen beim Eintreffen bei der Generalversammlung unterschrieben.

#### Art. 38 - Ordentliche Generalversammlung.

§ 1 - Jedes Jahr findet am letzten Dienstag des Monats Mai, um 15 Uhr in Verviers eine ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter statt.

§ 2 - Die jährliche Generalversammlung hört die Geschäftsberichte der Verwalter, der Kommissare-Revisoren und des Kollegiums der Rechnungsprüfer an und befindet über die Verabschiedung der Jahresabrechnungen.

Nach Verabschiedung der Jahresabrechnungen entscheidet die Versammlung über die Entlastung der Verwalter, der Kommissare-Revisoren und des Kollegiums der Rechnungsprüfer.

Die Jahresabrechnungen werden nach ihrer Genehmigung binnen dreißig Tagen bei der Kanzlei des Handelsgerichts des Sitzes der SWDE hinterlegt.

§ 3 - Die Generalversammlung nimmt die Wahl der Verwalter, der Kommissare-Revisoren vor, die die ausscheidenden, zurücktretenden oder verstorbenen Inhaber, für deren Ernennung sie zuständig ist, ersetzen sollen.

Die Vertreter der Wallonischen Region, der SPGE, der Provinzen und der Interkommunalen dürfen nicht an der Benennung der Verwalter teilnehmen.

#### Art. 39 - Außerordentliche Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat kann auf eigene Initiative außerordentliche Generalversammlungen einberufen.

Er muss sie binnen dreißig Tagen einberufen, wenn das Kollegium der Rechnungsprüfer oder Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen. Diesem Antrag wird eine Tagesordnung beigefügt, in der angegeben wird, was von der Versammlung zu behandeln ist.

#### Art. 40 - Einberufungen.

Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung; sie erfolgen per Einschreiben und durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* mindestens zwanzig Tage vor der Generalversammlung.

Diese darf nicht über einen Punkt entscheiden, der nicht auf der Tagesordnung steht.

#### Art. 41 - Abstimmung.

§ 1 - Die Generalversammlung tritt ordnungsgemäß zusammen, ganz gleich wieviel Anteile vertreten sind.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

§ 2 - Wenn über Satzungsänderungen, über den Ausschluss eines Gesellschafters, über die Aufgabe der Bewirtschaftung oder die Veräußerung einer gesamten Versorgungsdienststelle oder eines Teils davon abgestimmt werden soll, tritt die Versammlung nur dann ordnungsgemäß zusammen, wenn die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals und die Hälfte des von den gemeindlichen Gesellschaftern gehaltenen Kapitals vertreten.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Gesellschafter vertreten.

In dem einen wie in dem anderen Fall und unbeschadet der anderen durch das Gesellschaftsgesetzbuch vorgesehenen Mehrheitsbedingungen - insbesondere in Sachen Abänderung des Gesellschaftszweckes - wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er die Stimmen der absoluten Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder auf sich vereinen kann.

Jede Änderung der Satzungen muss von der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

§ 3 - Was das Wahlverfahren der durch die Generalversammlung ernannten Verwalter betrifft, muss jeder Beauftragte für eine Anzahl Kandidaten stimmen, die der Anzahl der zu vergebenden Mandate entspricht, unter Berücksichtigung der vorher gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzungen berechneten Proportionalvertretung. Es gibt die Möglichkeit, sich jeglicher Abstimmung zu enthalten. Alle sonstigen Stimmen sind ungültig. Jeder ausgewählte Kandidat bekommt so viele Stimmen wie diejenigen, über die der Beauftragte verfügt. Die Kandidaten, die die höchste Anzahl Stimmen auf jeder Liste bekommen haben, bis die Anzahl der durch die Liste bei der Berechnung der Proportionalvertretung erhaltenen Mandate sowie die Anzahl der zu vergebenden Mandate erreicht ist, werden gewählt. Bei Stimmengleichheit wird bzw. werden der bzw. Kandidat(en), der bzw. die schon tagte(n) oder mangels dessen der bzw. die jüngste(n) Kandidaten benannt.

§ 4 - Die geheime Abstimmung findet von Rechts wegen statt, wenn zehn Gesellschafter sie beantragen, und sie ist Pflicht für Ernennungen und Absetzungen.

Das Präsidium muss die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um das absolute Wahlgeheimnis zu wahren.

§ 5 - Der Verwaltungsrat bestimmt in einer Regelung, die er der Generalversammlung vorlegt, das Verfahren für ihre Beratungen und die notwendigen Formalitäten, um dort aufgenommen zu werden.

#### Art. 42 - Protokoll.

Das Protokoll der Generalversammlung wird von den Mitgliedern des Präsidiums und von den Gesellschaftern unterzeichnet, die es beantragen.



**TITEL VI — BILANZ — VERTEILUNG DES BETRIEBSERGEBNISSES**

Artikel 43 - Geschäftsjahr.

Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und läuft am 31. Dezember eines jeden Jahres ab.

Art. 44 - Buchführung - Allgemeines.

§ 1 - Am Ende jedes Geschäftsjahres erstellt der Verwaltungsrat das Inventar, die Bilanz, die Erfolgsrechnung und deren Anlage. Diese werden der Generalversammlung zur Zustimmung vorgelegt.

§ 2 - Fünfzehn Tage vor der Versammlung werden die Jahresabschlüsse, die die Bilanz und die Erfolgsrechnung mit der Anlage, die Berichte des Verwaltungsrates, der Kommissare-Revisoren und des Kollegiums der Rechnungsprüfer enthalten, am Gesellschaftssitz zur Verfügung der Gesellschafter vorgelegt. Diese Berichte werden gemäß den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches erstellt.

§ 3 - Der Vorsitzende übermittelt den Tätigkeitsbericht der SWDE jährlich der Regierung mit, in Übereinstimmung mit dem Dekret über das Statut des öffentlichen Verwalters.

Art. 45 - Betriebsbuchführung.

In Übereinstimmung mit dem Kontenplan des Wassersektors führt die SWDE eine analytische Buchhaltung.

Sie erarbeitet ein getrenntes Kontensystem für die mit ihren Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten einerseits und für ihre anderen Tätigkeiten andererseits.

Die Gewinnungs- bzw. Versorgungstätigkeiten sind Gegenstand eines getrennten zusammenfassenden Kontos in der Betriebsbuchführung.

Die Gewinnungstätigkeiten sind in Gewinnungseinheiten/Transportleitungen unterteilt. Die Versorgungstätigkeiten sind je nach den Teileinzugsgebieten unterteilt.

Die Gewinnungstätigkeiten müssen immer im Gleichgewicht sein.

Die Betriebsfilialen sind Gegenstand von getrennten Konten, damit die eigenen Betriebskosten identifiziert werden können.

Die Struktur- und Betriebskosten, die nicht direkt auf die Gewinnungs- oder Versorgungstätigkeiten entfallen, werden unter diese auf der Grundlage von im Kontenplan des Wassersektors bestimmten Schlüsseln oder von objektiven vom Verwaltungsrat festgelegten Kriterien verteilt.

Die Finanzlasten der kommunalen und interkommunalen Gesellschafter für Investitionen werden vor jeglicher Verteilung des Betriebsergebnisses gebucht.

Art. 46 - Finanzierungs- und Haushaltsplan.

Die Gesellschaft erstellt einen Finanzierungsplan und einen jährlichen Funktionshaushalt. Diese werden ständig überwacht und einmal pro Jahr aktualisiert.

Jede Betriebsfiliale verfügt über einen Funktionshaushalt und einen Investitionshaushalt. Diese Haushaltspläne müssen mit den Istzahlen, so wie sie sich aus der analytischen Buchhaltung ergeben, verglichen werden.

Der Betriebsrat jeder Filiale haftet für die Einhaltung der besagten Haushaltspläne.

Art. 47 - Verteilung des Ergebnisses.

§ 1 - Der Gewinn der Gesellschaft dient:

1. in Höhe von 1/20 dieses Ergebnisses zur Bildung der gesetzlichen Rücklage. Die Bildung der gemeinsamen gesetzlichen Reserve ist nicht mehr vorgeschrieben, sobald die Rücklage das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat;

2. zur Bildung einer verfügbaren Reserve, die für die Selbstfinanzierung des Arbeitsprogramms, einschließlich der Einrichtung, der Verbesserung, der Erneuerung und der Umgestaltung der Infrastrukturen, nötig ist.

§ 2 - Die Generalversammlung kann die verfügbare Reserve benutzen, um die Verluste des Geschäftsjahres zu tilgen.

**TITEL VII — SONSTIGE BESTIMMUNGEN**

Art. 48 - Veräußerung oder Betriebseinstellung einer Versorgungsinfrastruktur.

Die mit der Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließende Generalversammlung kann unter den von ihr festgelegten Bedingungen einer Gemeinde oder Interkommunale, die einen ähnlichen Gesellschaftszweck wie die Gesellschaft verfolgt, ihre Versorgungsinfrastruktur ganz oder teilweise abtreten, unter der Bedingung, dass die gesamten, von den angeschlossenen Gemeinden abgegebenen Jastimmen die absolute Mehrheit der von ihnen abgegebenen Stimmen darstellen.

Diese Abtretung wird erst dann effektiv, wenn die Wallonische Regierung, die innerhalb 60 Tagen nach dem Eingang des von der SWDE übermittelten Antrags zu entscheiden hat, sie genehmigt hat.

In Ermangelung eines Beschlusses seitens der Regierung gilt die Abtretung als genehmigt.

Art. 49 - Erwerb von Beteiligungen.

§ 1 - Der Verwaltungsrat befindet mit der Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen über jeglichen direkten oder indirekten Erwerb von Beteiligungen in belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts, deren Gesellschaftszweck mit dem der SWDE verbunden ist.

§ 2 - Wenn die SWDE beschließt, Beteiligungen zu nehmen oder zu veräußern, informiert sie die Wallonische Regierung darüber. Diese verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu welchem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um eventuell Einspruch dagegen zu erheben. In Ermangelung dessen gilt der Beschluss als genehmigt.

§ 3 - Die Vertreter der SWDE in den Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen, in denen sie eine Beteiligung erworben hat, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, den Vorstandsmitgliedern und den Personalmitgliedern benannt.

§ 4 - Jeder Vertreter der Gesellschaft in diesem Rahmen ist verpflichtet:

1. mindestens einmal im Jahre Bericht über die Ausübung seines Mandats vor dem Verwaltungsrat oder auf jeden Fall auf dessen Antrag zu erstatten;



2. jederzeit vor dem Verwaltungsrat jede ihm durch einen Kommissar der Regierung gerichtete Anfrage auf Information zu beantworten, was sein Mandat oder die Lage der Gesellschaft, in der er als Vertreter der SWDE benannt wurde, betrifft.

Das Mandat als Vertreter der SWDE innerhalb der bzw. den Gesellschaft(en), für die er benannt wurde, läuft von Rechts wegen ab, wenn er die Eigenschaft als Verwalter, Vorstandsmitglied oder Personalmitglied verliert.

§ 5 - Wenn die Gesellschaft beschließt, eine Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, an der sie beteiligt ist, bei der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes mit einzubeziehen, muss die direkte oder indirekte Beteiligung der öffentlichen Behörden 50% des Kapitals überschreiten und satzungsmäßig zu mehr als 50% der Stimmen und Mandate in allen Organen der betreffenden Gesellschaft berechnen.

Die Gesellschaft, Vereinigung oder Einrichtung, der gemäß Absatz 1 die Durchführung aller oder eines Teils der in Artikel 4 erwähnten Aufgaben öffentlichen Dienstes anvertraut wird, kommt in den Genuss der in Artikel 6 vorgesehenen Bestimmungen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der am 30. November 2006 von der Generalversammlung der Gesellschafter angenommenen Satzungen der "Société wallonne des Eaux" als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 25. Januar 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

---

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1021

[2007/200660]

**25 JANUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de statuten van de "Société wallonne des Eaux" (Waalse Watermaatschappij) die op 30 november 2006 zijn aangenomen door de algemene vergadering van de vennoten**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 6, § 1, II, 4°;

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op artikel D.349 van het Waterwetboek;

Gelet op de kennisgeving op 7 december 2006 van de beslissing tot aanneming van de nieuwe statuten door de buitengewone algemene vergadering van de vennoten van de "Société wallonne des Eaux" op 30 november 2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** De statuten van de "Société wallonne des Eaux", zoals aangenomen door de buitengewone algemene vergadering van 30 november 2006 en weergegeven in de bijlage hieronder, zijn goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

---

Bijlage

Statuten van de "Société wallonne des Eaux"

➤ Titel I : Benaming - Zetel - Doel - Duur

Artikel 1 : Vorm en benaming

Artikel 2 : Zetel

Artikel 3 : Doel

Artikel 4 : Openbare opdrachten

Artikel 5 : Duur

Artikel 6 : Dwingende bepalingen

➤ Titel II : Vennoten - Sociale aandelen - Verantwoordelijkheid

Artikel 7 : Hoedanigheid van vennoot

Artikel 8 : Kapitaal

Artikel 9 : Sociale aandelen - Storting - Verplichtingen

Artikel 10 : Verantwoordelijkheid

Artikel 11 : Gemeentelijke meerderheid

Artikel 12 : Overdracht van aandelen

➤ Titel III : Register van de vennoten - Toelating - Ontslag - Uitsluiting

Artikel 13 : Register van de vennoten

Artikel 14 : Toelating

Artikel 15 : Verlies van de hoedanigheid van vennoot

Artikel 16 : Ontslag

Artikel 17 : Uitsluiting

➤ Titel IV : Administratie

Artikel 18 : Algemeenheden

Artikel 19 : Raad van bestuur

Artikel 20 : Evenredige aanwijzing van een deel van de raad van bestuur

Artikel 21 : Vacante post van bestuurder

Artikel 22 : Bevoegdheden van de raad van bestuur

Artikel 23 : Delegaties

Artikel 24 : Werking van de raad van bestuur

Artikel 25 : Exploitatiefilialen

Artikel 26 : Exploitatieraden

Artikel 27 : Bevoegdheden van de exploitatieraad

Artikel 28 : Delegaties - Uitvoerend comité

Artikel 29 : Werking van de exploitatieraad

Artikel 30 : Directiecomité

Artikel 31 : Bevoegdheden van het directiecomité

Artikel 32 : Werking van het directiecomité

Artikel 33 : Dagelijks beheer van de filialen

Artikel 34 : Controle

Artikel 35 : Controle op de rekeningen

➤ Titel V : Algemene vergadering

Artikel 36 : Samenstelling en bevoegdheid

Artikel 37 : Algemene vergadering

Artikel 38 : Gewone algemene vergadering.

Artikel 39 : Buitengewone algemene vergadering

Artikel 40 : Oproepingen

Artikel 41 : Stemming

Artikel 42 : Notulen

➤ Titel VI : Balans - Verdeling

Artikel 43 : Sociaal dienstjaar

Artikel 44 : Boekhouding - Algemeenheden

Artikel 45 : Exploitatieboekhouding

Artikel 46 : Financieringsplan en begroting

Artikel 47 : Verdeling van het resultaat.

➤ Titel VII : Diverse bepalingen

Artikel 48 : Overdracht of stopzetting van de exploitatie van een distributie-infrastructuur

Artikel 49 : Het nemen van participaties

**TITEL I. — BENAMING — ZETEL — DOEL — DUUR**

Artikel 1. Vorm en benaming.

De maatschappij, die een burgerlijk doel heeft, neemt de vorm aan van een coöperatieve maatschappij met beperkte aansprakelijkheid.

Ze heet "Société wallonne des Eaux", afgekort : "SWDE".

In alle akten, facturen en documenten wordt deze benaming onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de woorden "burgerlijke maatschappij die de vorm van een coöperatieve maatschappij met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen".

De "SWDE" is een publiekrechtelijke rechtspersoon en heeft geen commercieel karakter.

Er wordt afgeweken van artikel 66 van het Wetboek van maatschappijen.

Art. 2. Zetel.

De maatschappelijke en administratieve zetel van de "SWDE" is gevestigd rue de la Concorde 41, te Verviers.

Art. 3. Doel.

§ 1. De "SWDE" heeft als doel :

- de waterproductie;
- de waterdistributie via leidingen;
- de bescherming van de grondwaterbronnen;
- de uitvoering van elke handeling betreffende de waterkringloop.

§ 2. In dat kader vervult ze openbare opdrachten, zoals uitvoerig omschreven in artikel 4 van deze statuten.

De overige opdrachten, die geen openbare opdrachten zijn in de zin van artikel 4 van deze statuten, kunnen slechts een aanvullend karakter hebben t.a.v. de gezamenlijke activiteiten van de "SWDE".

Art. 4. Openbare opdrachten.

§ 1. De openbare opdrachten die uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest worden uitgeoefend zijn de volgende :

1° de waterproductie;

2° de watervoorziening via leidingen;

3° de bescherming van het voor menselijke consumptie bestemde water in het kader van de opdrachten die bij artikel 332, § 2, 2° van Boek II van het Milieuwetboek aan de "SPGE" worden toevertrouwd;

4° het nakomen van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;

5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

Om haar opdrachten te vervullen, mag de "SWDE" de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten. Onder infrastructuur wordt o.a. verstaan het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwing, het oppompen, de behandeling, de verdeling, de telling en de desbetreffende toebehoren, alsmede de terreinen waarop ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden waarvan de "SWDE" eigenaar is.

§ 2. De openbare opdrachten die de Maatschappij ook buiten het grondgebied van het Waalse Gewest mag vervullen in samenwerking met de bevoegde gewestelijke instellingen, met name het "Awex" (Waals Exportagentschap) en het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen, zijn :

1° de valorisering van de Waalse knowhow in de sector van de waterproductie en -distributie, zonder industriële, commerciële of financiële risico's te nemen;

2° de dienstverleningen van humanitaire aard of i.v.m. ontwikkelingshulp inzake voorziening en toegang tot drinkwater in het kader van samenwerkingsprogramma's.

§ 3. De Maatschappij mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van de in het Waalse Gewest gevestigde operatoren die een gelijkaardige activiteit uitoefenen. » .

§ 4. De voorschriften, modaliteiten en doelstellingen volgens dewelke de "SWDE" de haar toevertrouwde openbare opdrachten vervult, liggen vast in het beheerscontract dat ze voor vijf jaar met het Waalse Gewest gesloten heeft.

Art. 5. Duur.

De "SWDE" wordt opgericht voor onbepaalde duur.

Ze kan slechts ontbonden worden krachtens een decreet waarin de modaliteiten van haar vereffening en de toestand van de personeelsleden vastliggen.

Art. 6. Dwingende bepalingen.

De wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de coöperatieve maatschappijen met beperkte aansprakelijkheid gelden ook voor de "SWDE" voor zover het Waterwetboek er niet van afwijkt op grond van haar publiek karakter. De voorziene afwijkingen worden vermeld in deze statuten.

§ 2. De "SWDE" is niet onderworpen aan de bepalingen van de Faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

§ 3. De "SWDE" geniet vrijstelling van uitvoering voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van haar openbare opdrachten.

## TITEL II. — VENNOTEN — SOCIALE AANDELEN — VERANTWOORDELIJKHEID

Art. 7. Hoedanigheid van vennoot.

Het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de intercommunales, de "Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE)", de publiek- of privaatrechtelijke personen, waarvan de lijst opgenomen is in het vennotenregister dat op de maatschappelijke zetel ingekeken kan worden, hebben de hoedanigheid van vennoot.

De toetreding van een gemeente brengt van rechtswege een exclusieve onttrekking jegens de "SWDE" van de bevoegdheid van deze gemeente inzake openbare dienstverlening van de waterproductie en/of -distributie op betrokken geografisch grondgebied.

Er wordt afgeweken van de artikelen 366 tot 376 van het Wetboek van maatschappijen.

Art. 8. Kapitaal.

Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Het bedraagt oorspronkelijk € 380.307.214,45.

Het vaste deel van het kapitaal is vastgelegd op € 250.000.000.

Het kapitaal is wisselend, zonder wijziging van de statuten wat betreft de overschrijdingen van dat vaste bedrag.

Art. 9. Sociale aandelen - storting - verplichtingen.

§ 1. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit drie soorten aandelen :

- de aandelen A, die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen en die elk een nominale waarde van € 25 hebben; op die aandelen kan ingetekend worden door de gemeenten, de intercommunales, de provincies, het Gewest en de "SPGE"; ze worden Ap-aandelen genoemd wanneer ze de participaties in het kapitaal van de productie vertegenwoordigen en Ad-aandelen wanneer ze de participaties in het kapitaal van de distributie vertegenwoordigen.

De gemeentelijke aandelen worden specifiek geïdentificeerd;

- de aandelen B, die participaties in het kapitaal vertegenwoordigen betreffende specifieke activiteiten in verband met het doel. Op die aandelen kan ingetekend worden door het Waalse Gewest, de "SPGE", de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiekrechtelijke personen. De raad van bestuur bepaalt hun nominale waarde, die niet kleiner mag zijn dan € 25, en bepaalt de rechten die eraan gebonden zijn. Ze zijn voorzien van een index waarmee deze rechten kunnen worden geïdentificeerd;
- de aandelen C, of de aandelen tot kapitaalvorming, die elk een nominale waarde van € 25 hebben.

De globale participatie van de "SPGE" mag niet hoger zijn dan 20 % van het totaal aantal aandelen.

Er moet elk ogenblik integraal ingetekend worden op een aantal maatschappelijke aandelen dat overeenstemt met het vaste kapitaalgedeelte. Die aandelen moeten volgestort worden.

§ 2. Op elk aandeel dat een inbreng in contanten vertegenwoordigt moet 25 % gestort worden en op elk aandeel dat een inbreng in natura vertegenwoordigt moet 100 % gestort worden.

Naast de aandelen die de inbrengen vertegenwoordigen mogen onder welke benaming ook geen effecten worden vrijgegeven die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winsten.

§ 3. De inbrengen in natura kunnen slechts vergoed worden door aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen als ze bestaan in vermogensbestanddelen die voor economische waardering vatbaar zijn, met uitzondering van activa voortvloeiend uit verplichtingen betreffende de uitvoering van werken of de verlening van diensten.

Er wordt afgeweken van de artikelen 395, 398, 399, 422 en 423 van het Wetboek van maatschappijen.

Wat de aandelen A betreft, worden de stortingen mits opzegging van één maand op de door de raad van bestuur vastgelegde data verricht, waarbij de gemeenten de mogelijkheid hebben om hun inbrengen bij annuïteiten af te lossen.

De titels van de ingeschreven annuïteiten worden onmiddellijk overgedragen aan de "SWDE". Ze zijn onvervreemdbaar.

§ 4. Elke achterstallige storting zal van rechtswege en zonder aanmaning interest ten gunste van de "SWDE" opbrengen tegen de op burgerlijk of commercieel niveau geldende wettelijke rentekoers.

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering kan de raad van bestuur na een twee maanden later gegeven dubbele waarschuwing de uitsluiting uitspreken van de vennoten die hun stortingen nog niet hebben verricht. De uitgesloten vennoot mag in beroep gaan bij de Waalse Regering, die beslist na de uitleg van de raad van bestuur te hebben gehoord.

§ 5. Een vennoot mag geen gelden boven de gevraagde quotiteiten storten zonder de toestemming van de raad van bestuur.

Art. 10. Verantwoordelijkheid.

De vennoten staan in voor de maatschappelijke schulden ten belope van hun inbreng. Er wordt afgeweken van de artikelen 401, 405 en 424 van het Wetboek van maatschappijen.

Ze zijn niet hoofdelijk verbonden en er is geen ondeelbaarheid tussen hen.

Art. 11. Gemeentelijke meerderheid.

De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Ongeacht de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheersorganen van de "SWDE", behalve in het directiecomité.

Art. 12. Overdracht van aandelen.

De aandelen C mogen niet afgestaan worden.

De overige aandelen van een vennoot mogen slechts aan een andere vennoot worden afgestaan, mits toestemming van de raad van bestuur.

### TITEL III. — REGISTER VAN VENNOTEN — TOELATING — ONTSLAG — UITSLUITING

Art. 13. Register van vennoten.

§ 1. De "SWDE" houdt op haar maatschappelijke zetel een register bij die ter plaatse ingezien mag worden door de vennoten en die voor ieder van hen de volgende gegevens bevat :

1. de handelsnaam en de woonplaats;
2. de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting;
3. het aantal maatschappelijke aandelen waarvan hij houder is, alsmede de inschrijving op nieuwe aandelen, de terugbetalingen en de overdracht van aandelen met vermelding van de datum;
4. het bedrag van de verrichte stortingen en de sommen die als terugbetaling van aandelen zijn opgenomen.

§ 2. De inschrijvingen in het register van de vennoten geschieden op grond van gedateerde en getekende bewijsstukken, in de volgorde van hun datum van overlegging.

De aandeelhouders die er schriftelijk om verzoeken, kunnen een afschrift verkrijgen van de hen betreffende gegevens die in het register van de vennoten vermeld staan.

Die afschriften mogen niet als bewijs gebruikt worden tegen de gegevens die in het register van de vennoten staan.

De uittreding van een vennoot wordt vastgesteld door het te melden in het register van de vennoten.

Art. 14. Toelating.

§ 1. De toetreding van nieuwe vennoten wordt uitgesproken door de raad van bestuur, die de voorwaarden daarvoor bepaalt.

§ 2. Als de raad van bestuur de toetreding weigert, kan de gegadigde-vennoot een beroep indienen bij de Waalse Regering, die beslist na de uitleg van de raad te hebben gehoord.

De volstortingsvoorwaarden voor de aandelen waarop ingetekend is door een nieuwe vennoot, worden door de raad van bestuur bepaald.

§ 4. Elke Waalse gemeente waarvoor de "SWDE" geheel of gedeeltelijk de huishoudelijke waterdistributie verzorgt, moet als vennoot worden opgenomen.

Art. 15. Verlies van de hoedanigheid van vennoot.

De vennoten houden op deel uit te maken van de "SWDE" na hun uittreding, uitsluiting, faillissement of bankroet, of na een verbod.

Art. 16. Uittreding.

Elke uittredingsaanvraag van een vennoot wordt gericht aan de raad van bestuur, die een verslag daarover opmaakt.

De raad van bestuur onderwerpt de aanvraag van de vennoot, samen met zijn verslag en het advies van de exploitatieraad van betrokken filiaal, aan de volgende algemene vergadering die over de aanvraag beslist.

De uittreding wordt pas aangenomen als twee derde van de leden van de algemene vergadering ermee instemt.

Als de algemene vergadering de uittreding weigert, kan de vennoot een beroep instellen bij de Waalse Regering. Het beroep moet binnen dertig dagen na de kennisgeving van de weigering bij aangetekend schrijven gericht worden aan de Minister die bevoegd is voor het waterbeleid.

In afwijking van de artikelen 374 en 376 van het Wetboek van maatschappijen wordt het bedrag van het aan de uitgetreden vennoot terug te betalen aandeel bepaald door de raad van bestuur.

Art. 17. Uitsluiting.

Wanneer een vennoot de verplichtingen niet nakomt die hij t.o.v. de "SWDE" heeft aangegaan, mag de algemene vergadering van de vennoten hem uitsluiten, na een gemotiveerd voorstel van de raad van bestuur.

In geval van onenigheid kan de uitgesloten vennoot een beroep instellen bij de Waalse Regering. Het beroep moet binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot uitsluiting bij aangetekend schrijven gericht worden aan de Minister die bevoegd is voor het waterbeleid.

In afwijking van de artikelen 374 en 376 van het Wetboek van maatschappijen wordt het bedrag van het aan de uitgesloten vennoot terug te betalen aandeel bepaald door de raad van bestuur.

Er wordt afgeweken van artikel 370 van het Wetboek van maatschappijen.

#### TITEL IV. — ADMINISTRATIE

Art. 18. Algemeen.

De "SWDE" wordt georganiseerd rondom een centrale structuur en voor haar opdracht van waterdistributie rondom acht exploitatiefilialen.

Een directiecomité ziet toe op het dagelijkse beheer, de vertegenwoordiging van de "SWDE" en de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en de exploitatieraden.

Art. 19. Raad van bestuur.

§ 1. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur.

§ 2. Hij bestaat uit 17 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

§ 3. Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op de voordracht van de "SPGE". De bestuurder benoemd door de Waalse Regering heeft, overeenkomstig het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, een mandaat van vijf jaar.

§ 4. Negen bestuurders worden door de algemene vergadering onder de leden van de exploitatieraden gekozen naar rata van minstens één bestuurder per exploitatiefiliaal samengesteld op de datum van hernieuwing van de raad van bestuur.

Het mandaat van de door de algemene vergadering gekozen bestuurder loopt zes jaar.

Deze mandaten kunnen met dezelfde duur verlengd worden. De mandaten van de door de algemene vergadering gekozen bestuurders worden vernieuwd bij de eerste gewone algemene vergadering na de provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen.

De door de algemene vergadering gekozen bestuurders moeten de hoedanigheid van burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van een verenigde gemeente hebben.

Elke kandidatuur voor een mandaat van bestuurder bij de benoeming van de algemene vergadering moet door de exploitatieraad van het filiaal worden voorgedragen en bij aangetekend schrijven aan de raad van bestuur naar de maatschappelijke zetel gestuurd worden uiterlijk vijf werkdagen vóór de bijeenkomst van de algemene vergadering.

De bestuurder die gemeenteraadslid, schepen of burgemeester is en die hoedanigheid verliest, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen. Hij wordt overeenkomstig artikel 21 vervangen.

Het mandaat eindigt van rechtswege de dag waarop betrokkene de leeftijd van 65 jaar bereikt, ongeacht de manier van aanwijzing.

§ 5. De Regering benoemt de voorzitter van de raad van bestuur. De twee ondervoorzitters worden door de raad van bestuur aangewezen uit zijn midden. Als de voorzitter niet door de algemene vergadering als bestuurder verkozen is, moet de eerste ondervoorzitter als bestuurder door de algemene vergadering verkozen zijn.

De voorzitter van de raad van bestuur bepaalt de agenda van de raad van bestuur, leidt de debatten en ondertekent het beheerscontract.

§ 6. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de eerste ondervoorzitter vervangen door de tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de tweede ondervoorzitter wordt de raad voorgezeten door het lid met de meeste anciënniteit. Bij gelijke anciënniteit wordt de raad voorgezeten door het oudste lid.

§ 7. Elke bestuurder kan elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en doorgaans van alle documenten en geschriften van de "SWDE". Hij kan het directiecomité verzoeken om uitleg of om nuttige gegevens en alle onderzoeken instellen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 8. In het kader van een goed bestuur kan de raad van bestuur gespecialiseerde comités oprichten die specifieke vragen moeten onderzoeken en advies moeten verlenen op dat vlak.

§ 9. De raad van bestuur kan zich laten bijstaan door waarnemers, die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

Art. 20. Evenredige aanwijzing van een deel van de raad van bestuur.

§ 1. De door de algemene vergadering gekozen bestuurders worden aangewezen door de leden van de exploitatieraden naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten, rekening houdende met de eventuele individuele verklaringen van politieke verwantschap of hergroepering.

§ 2. Bij de berekening van de evenredigheid wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal sociale aandelen die hij bezit. Die waarde wordt vastgelegd op 31 december van het jaar vóór de hernieuwing van de raad van bestuur.

§ 3. Voor de berekening van de verdeling van de mandaten wordt een tabel opgemaakt. De tabel vermeldt voor elke verenigde gemeente het aantal aandelen die ze in de maatschappij bezit, het aantal leden van de gemeenteraad, het wegingscoëfficiënt (aantal aandelen in de maatschappij/aantal leden van de gemeenteraad), alsmede de verspreiding van de gemeenteraadsliden per politieke partij met een nationaal volgnummer, rekening houdende met de eventuele individuele verklaringen van politieke verwantschap en, in voorkomend geval per groepering, waarbij eveneens de eventuele zelfstandige raadsleden in aanmerking worden genomen.



De coëfficiënt wordt vervolgens voor elke verenigde gemeente toegepast op het aantal gemeenteraadsleden of aanverwanten per politieke partij. Dezelfde berekening wordt uitgevoerd voor de groeperingen van raadsleden en voor de zelfstandigen.

Voor elke lijst of groepering wordt een totaal bepaald.

Deze totalen worden gedeeld door 1, 2, 3, 4, enz. De aldus bereikte quotiënten worden in dalende volgorde ingedeeld ten belope van een aantal quotiënten gelijk aan het aantal mandaten. Het laatste quotiënt dient als kiesdeler.

Het aantal zetels dat aan elke lijst of groepering wordt toegekend is gelijk aan het aantal keren dat het totaal de kiesdeler bevat.

De verdeling, aldus bepaald vóór elke gehele vernieuwing van de raad van bestuur, blijft van toepassing tijdens de hele duur van het mandaat van de op grond van bedoelde verdeling gekozen bestuurders.

§ 4. Vertegenwoordigers worden uitgesloten van de berekening van de verdeling van de mandaten als ze op lijsten van partijen worden verkozen die de democratische principes niet naleven die meer bepaald vermeld worden in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, in de wet van 30 juli 1981

tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

§ 5. De verdeling van de mandaten wordt aan de vennoten gestuurd, samen met de oproep tot de kandidaten ter gelegenheid van de bijeenroeping van de algemene vergadering die tot de vernieuwing moet overgaan.

Art. 21. Vacante post van bestuurder.

Als een plaats van bestuurder vacant is bij de benoeming van de algemene vergadering, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze overeenkomstig de evenredige regel bedoeld in artikel 20 van deze statuten in te vullen totdat de volgende algemene vergadering een definitieve benoeming uitspreekt.

De persoon die aangewezen wordt om een voorzitter, een ondervoorzitter of een bestuurder te vervangen vóór het verstrijken van diens mandaat, voleindigt het onderbroken mandaat.

Art. 22. Bevoegdheden van de raad van bestuur.

De raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de "SWDE", met uitzondering van degene die worden toegewezen krachtens de wet en de statuten aan de algemene vergadering.

De raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het directiecomité, dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de raad. De raad van bestuur kan via zijn voorzitter het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de maatschappij of over een deel ervan.

Naast de bevoegdheden die hem uitdrukkelijk worden toegekend krachtens Boek II van het Milieuwetboek of deze statuten, voorziet de raad in de volgende maatschappelijke zaken :

hij beslist over de uitgifte van nieuwe aandelen overeenkomstig artikel 9;

hij bepaalt de zetel van de exploitatiefilialen;

behalve de materies die uitdrukkelijk worden voorzien in de wet of deze statuten bepaalt hij de materies die onder de bevoegdheid van het exploitatiefiliaal kunnen vallen;

op grond van het jaarlijks activiteitenverslag van de exploitatiefilialen evalueert hij het beheer en de overeenstemming ervan met de strategische doelstellingen van de "Société";

hij kent de beroepsmogelijkheden inzake schorsing door het directiecomité van een beslissing van de exploitatieraad die in strijd is met de vastgelegde strategische doelstellingen;

hij onderzoekt de vragen gesteld door de exploitatieraad van een filiaal;

hij bepaalt en wijzigt de tarieven;

hij keurt het administratief en geldelijk statuut van het personeel goed, alsook de personeelsformatie en het huishoudelijk reglement;

hij benoemt de personeelsleden en neemt de personeelsleden van niveau A in dienst;

hij kent de beroepsmogelijkheden inzake schorsing of ontslag van personeelsleden;

hij beslist over de vervreemding van alle roerende en onroerende goederen;

hij bepaalt welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden en gaat namens de "SWDE" over tot de onteigeningen, met de voorafgaande toestemming van de Waalse Regering;

hij keurt de actieplannen goed om de verwezenlijking van de doelstellingen van het beheerscontract opgesteld door de exploitatiefilialen te garanderen;

hij beslist over de overname van distributienetten of over de installatie van waterproductie;

hij maakt jaarlijks een inventaris, de jaarrekeningen en een beheersverslag op overeenkomstig de wettelijke voorschriften en bezorgt de Waalse Regering of het lid dat ze daartoe afvaardigt, een verslag over de verrichtingen en de toestand van de "SWDE". de laatste balans wordt erbij gevoegd;

hij beslist bij tweederde meerderheid over elke rechtstreekse of onrechtstreekse participatie in Belgische of buitenlandse maatschappijen, verenigingen of publiek- of privaatrechtelijke instellingen waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met het doel van de "SWDE";

hij legt jaarlijks een verslag over aan de algemene vergadering van de vennoten over bovenbedoelde participaties;

hij wijst de afgevaardigden van de "SWDE" aan onder de bestuurders, de leden van het directiecomité, de leden van de uitvoerende comités van de raden voor de exploitatie en de personeelsleden van de "SWDE";

hij keurt de met het Waalse Gewest te sluiten beheerscontracten goed bij een tweederde meerderheid;

hij bepaalt de financieringsplannen en de jaarlijkse begrotingen;

hij bepaalt het financieel beleid van de maatschappij en laat de leningen en uitgaven van verplichtingen toe;

hij bepaalt het investeringsbeleid en de budgetten die daarbij horen;

hij keurt het investeringsprogramma goed.

**Art. 23. Delegaties.**

De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité of aan de exploitatieraad van de exploitatiefilialen, behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de "SWDE";

2° de bevoegdheden die uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen krachtens de wet of deze statuten.

Elke machtigingsakte moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat en de duur ervan.

**Art. 24. Werking van de raad van bestuur.**

§ 1. De raad van bestuur vergadert zo vaak als het belang van de "SWDE" het vergt, na bijeenroeping van zijn voorzitter of van diens plaatsvervanger. Hij moet bijeenkomen op verzoek van minstens één derde van de bestuurders.

§ 2. De raad van bestuur kan pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen, behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze statuten, in het Wetboek van maatschappijen of in Boek II van het Milieuwetboek.

Behoudens dwingende redenen mag de raad van bestuur niet beslissen over een punt dat niet op de agenda staat.

Bij staking van stemmen binnen de raad van bestuur is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend. Bij stemonthouding van de voorzitter van de vergadering en bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 3. Als de raad na regelmatige bijeenroepingen tweemaal niet het vereiste aantal leden telt, beraadslaagt hij rechtsgeldig op de vergadering na de derde bijeenroeping over de punten die drie keer achtereenvolgens op de agenda komen te staan, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 4. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden genotuleerd in een speciaal register dat op de zetel van de "SWDE" wordt bijgehouden. De notulen worden ondertekend door de leden die aan de beraadslaging hebben deel genomen.

§ 5. De raad van bestuur bepaalt zijn huishoudelijk reglement, waarin met name de oproeptermijnen voor de vergaderingen en de oproepmodaliteiten vastliggen.

§ 6. De voorzitters van de exploitatieraden worden minstens één keer per jaar uitgenodigd op een vergadering van de raad van bestuur. Tijdens deze vergadering wordt er informatie gegeven over de strategische opties van de "SWDE".

**Art. 25. Exploitatiefilialen.**

§ 1. Voor de opdracht i.v.m. de waterdistributie worden door de "SWDE" acht exploitatiefilialen opgericht op grond van één of meer onderstroomgebieden zoals omschreven in Boek II van het Milieuwetboek. Elke gemeente kan onder het rechtsgebied van slechts één filiaal ressorteren.

De aansluiting bij een onderstroomgebied als het grondgebied van een gemeente twee of meer onderstroomgebieden bestrijkt, wordt bepaald op grond van het grootste aantal meters.

Het beheer van de aangesloten gemeenten gelegen in de Duitstalige Gemeenschap kan ressorteren onder het rechtsgebied van hetzelfde exploitatiefiliaal, alhoewel ze tot verschillende onderstroomgebieden behoren.

Het grondgebied dat onder de filialen ressorteert is afgebakend als volgt :

— filiaal 1 : het grondgebied van de gemeenten die onder de onderstroomgebieden Schelde-Leie en Dender ressorteren;

— filiaal 2 : het grondgebied van de gemeenten die onder het onderstroomgebied Haine ressorteren

— filiaal 3 : het grondgebied van de gemeenten die onder de onderstroomgebieden Zenne en Dijle-Gete ressorteren;

— filiaal 4 : het grondgebied van de gemeenten die onder het onderstroomgebied Samber ressorteren.

— filiaal 5 : het grondgebied van de gemeenten die onder de onderstroomgebieden Vesder, Amblève en de Duitstalige gemeenten ressorteren.

— filiaal 6 : het grondgebied van de gemeenten die onder het onderstroomgebied Maas stroomafwaarts ressorteren.

— filiaal 7 : het grondgebied van de gemeenten die onder het onderstroomgebied Maas stroomopwaarts en Oise ressorteren.

— filiaal 8 : het grondgebied van de gemeenten die onder de onderstroomgebieden Lesse, Semois-Chiers, Ourthe en Moezel ressorteren.

§ 2. Naar gelang van het nader bepaalde grondgebied vervult elk filiaal de openbare opdracht i.v.m. waterdistributie. Deze opdracht bestaat voornamelijk in de exploitatie van de waterdistributie-infrastructuur, de deelname aan het opmaken en uitvoeren van het investeringsprogramma en het overleg met de plaatselijke overheden voor de uitvoering van de waterdistributiewerken.

§ 3. Elk filiaal wordt door een exploitatieraad geleid.

§ 4. Het directiecomité wijst één van zijn leden aan om het dagelijks bestuur van het filiaal waar te nemen en om de overeenstemming tussen de beslissingen en de doelstellingen te controleren. Elk lid handelt in naam en voor rekening van het directiecomité.

**Art. 26. Exploitatieraden.**

§ 1. In elk exploitatiefiliaal wordt een exploitatieraad opgericht die uit minstens één vertegenwoordiger bestaat per gemeente die onder het rechtsgebied van het filiaal ressorteert.

Elke gemeente waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk door de "SWDE" wordt bediend, beschikt over een vertegenwoordiger per aangesloten schijf van 15 000 meters voor huishoudelijk gebruik.

§ 2. De vertegenwoordigers van de gemeenten worden aangewezen naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de gemeenten die ressorteren onder het (de) onderstroomgebied(en), rekening houdende met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van verbinding of hergroepering.

§ 3. Voor de berekening van de verdeling van de mandaten wordt een tabel opgemaakt. De tabel vermeldt voor elke verenigde gemeente het aantal meters bediend in de gemeente, het aantal leden van de gemeenteraad, het wegingscoëfficiënt (aantal meters/aantal leden van de gemeenteraad), alsmede de verspreiding van de gemeenteraadsleden per politieke partij met een nationaal volgnummer, rekening houdende met de eventuele individuele verklaringen van politieke verwantschap en, in voorkomend geval per groepering, waarbij eveneens de eventuele zelfstandige raadsleden in aanmerking worden genomen.

De coëfficiënt wordt vervolgens voor elke verenigde gemeente toegepast op het aantal gekozen of aanverwante gemeenteraadsleden per politieke partij. Dezelfde berekening wordt uitgevoerd voor de groeperingen van raadsleden en voor de zelfstandigen.

Voor elke lijst of groepering wordt een totaal bepaald.

Deze totalen worden gedeeld door 1, 2, 3, 4, enz. De aldus bereikte quotiënten worden in dalende volgorde ingedeeld ten belope van een aantal quotiënten gelijk aan het aantal mandaten. Het laatste quotiënt dient als kiesdeler.

Het aantal zetels dat aan elke lijst of groepering wordt toegekend is gelijk aan het aantal keren dat het totaal de kiesdeler bevat.

De verdeling, aldus bepaald vóór elke gehele vernieuwing van de exploitatieraad, blijft van toepassing tijdens de hele duur van het mandaat van de op grond van bedoelde verdeling gekozen gemeentelijke vertegenwoordigers.

De gemeenten kiezen hun vertegenwoordigers binnen de exploitatieraad met de instemming van de raad van bestuur.

§ 3. Vertegenwoordigers worden uitgesloten van de berekening van de verdeling van de mandaten als ze op lijsten van partijen worden verkozen die de democratische principes niet naleven die meer bepaald vermeld worden in het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, in de wet van 30 juli 1981

tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

§ 4. De voorzitter wordt door de raad van bestuur onder de leden van de exploitatieraad aangewezen op de voordracht van de exploitatieraad. De exploitatieraad wijst twee ondervoorzitters aan uit zijn midden.

§ 5. Het mandaat van de vertegenwoordigers van de gemeenten wordt voor zes jaar toegekend en is hernieuwbaar. Als de vertegenwoordiger de hoedanigheid verliest waarvoor hij werd verkozen, wordt hij geacht ontslag te nemen.

Het mandaat is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van de "SWDE"

Art. 27. Bevoegdheden van de exploitatieraad.

In het kader van de opdracht van de "société" m.b.t. waterdistributie en in het rechtsgebied van betrokken filiaal beschikt de exploitatieraad over de volgende bevoegdheden :

#### § 1. Algemene opdrachten

Hij verleent advies i.v.m. projecten betreffende acties die gevoerd moeten worden in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en van de verbetering van de waterkwaliteit.

Hij verleent advies i.v.m. de vestiging van de diensten van het filiaal.

Hij beraadslaagt over elk vraagstuk dat hem door de raad van bestuur of het directiecomité voorgelegd wordt.

Hij deelt elk voorstel tot verbetering van de dienst aan de raad van bestuur mee.

Hij verleent advies i.v.m. de budgettaire voorstellen betreffende de activiteit van het filiaal.

#### § 2. Investerings van het filiaal.

Hij keurt het leidend schema van de distributie-investeringen goed.

Hij legt de voorontwerpen inzake distributie-investeringen die in de jaarlijkse en meerjarenprogramma's van de "société" opgenomen kunnen worden aan de raad van bestuur over in het kader van de vastgelegde budgettaire kredieten.

In het kader van de vastgelegde budgettaire kredieten bepaalt hij de distributiewerken die het jaarlijks programma van de werken van het filiaal vormen, onverminderd de regels vastgelegd bij artikel 22.

#### § 3. Exploitatie van het filiaal.

Hij legt een actieplan over aan de raad van bestuur om de verwezenlijking van de doelstellingen van het beheerscontract te garanderen.

Hij bezorgt de raad van bestuur jaarlijks een verslag over de activiteiten van het filiaal, op grond van het vastgelegde model.

Hij bezorgt het directiecomité om de drie maanden de boordtabellen, op grond van het vastgelegde model. Hij organiseert de vergelijkende wervingsexamens of wervingsexamens van de personeelsleden van niveau C en D van het filiaal volgens de regels vastgelegd door de raad van bestuur en het directiecomité en onderwerpt zijn aanwervingsvoorstellen aan het directiecomité.

Hij gunt de opdrachten voor aanneming van distributiewerken volgens de delegaties toegekend door de raad van bestuur en in het kader van de vastgelegde budgettaire kredieten.

Hij gunt de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten bepaald door de raad van bestuur volgens de delegaties toegekend door de raad van bestuur.

Hij stelt de communicatieplannen op in het kader van een beheer gericht op de nabijheid.

Art. 28. Delegaties - Uitvoerend comité.

De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden gedeeltelijk overdragen aan een uitvoerend comité. De beslissing bepaald de omvang en de duur van deze overdracht die niet meer dan één jaar mag bedragen.

Het uitvoerend comité bestaat uit maximum zes leden van de exploitatieraad en een lid van het directiecomité dat het dagelijks beheer van het filiaal waarneemt.

De voorzitter, de twee ondervoorzitters van de exploitatieraad en de bestuurder gekozen door de algemene vergadering onder de leden van de exploitatieraad zijn lid van rechtswege.

Elk onderstroomgebied waarvan het filiaal meer dan 5 000 meters voor huishoudelijk gebruik in dienst heeft, moet vertegenwoordigd worden.

De samenstelling van het uitvoerend comité wordt onderworpen aan de goedkeuring van de raad van bestuur.

De beslissingen zijn collegiaal en worden met eenparigheid goedgekeurd. Een huishoudelijk reglement wordt door de raad van bestuur goedgekeurd.

Het uitvoerend comité legt regelmatig een activiteitenverslag over aan de exploitatieraad.

Art. 29. Werking van de exploitatieraad.

§ 1. De exploitatieraad vergadert zo vaak als het belang van het filiaal het vergt, na bijeenroeping door de voorzitter. Hij moet minstens vier keer per jaar bijeenkomen of op verzoek van minstens één derde van de bestuurders.

Een huishoudelijk reglement wordt door de raad van bestuur goedgekeurd.

§ 2. De exploitatieraad kan pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is.

Bij gebreke daarvan komt de behoorlijk bijeengeroepen volgende exploitatieraad rechtsgeldig bijeen, ongeacht het aantal aanwezige leden en kan hij beslissen over een punt dat tijdens de vorige raad op de agenda is geplaatst.

§ 3. Elke vertegenwoordiger van de gemeenten beschikt over één stem binnen de exploitatieraad. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 4. Om zijn beslissingen voor te bereiden, kan de exploitatieraad in zijn midden gespecialiseerde comités oprichten op grond van geografische sectoren die hij vastlegt.

Art. 30. Directiecomité.

§ 1. Het directiecomité bestaat uit maximum vijf leden, onder wie een voorzitter. Het kan pas op rechtsgeldig beraadslagen als de meerderheid van de leden aanwezig.

§ 2. De Waalse Regering benoemt de leden van het directiecomité voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Als één van de leden bij zijn benoeming ouder is dan negenenvijftig jaar, verkort de Regering de duur van zijn mandaat om het te laten eindigen de dag waarop bedoeld lid de leeftijd van 65 jaar bereikt.

§ 3. De leden van het directiecomité kunnen slechts door de Waalse Regering ontslagen worden :

1° ofwel op voorstel van de raad van bestuur;

2° ofwel op initiatief van de Waalse Regering, na advies van de raad van bestuur.

§ 4. De bezoldiging van de leden van het directiecomité is voor rekening van de "SWDE".

Art. 31. Bevoegdheden van het directiecomité.

§ 1. Overeenkomstig het principe "Corporate Governance" is het directiecomité het managementorgaan van de "SWDE". Het neemt het dagelijkse beheer van de "société" waar.

§ 2. Het dagelijkse beheer omvat met name :

De tenuitvoerlegging van het beheerscontract.

De werving van de personeelsleden, met uitzondering van de personeelsleden van niveau A, de schorsing, het ontslag van alle personeelsleden en werknemers en de bepaling van hun opdrachten en aanstellingen;

de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens of wervingsexamens van de personeelsleden, behalve het personeel van niveau C en D in de filialen;

het vacant verklaren van de werkposten voor de gezamenlijke "SWDE";

de aanwerving van alle roerende en onroerende goederen; het sluiten van alle verdragen, aankopen en opdrachten voor de exploitatie van diensten naar gelang van de volmachten verleend door de raad van bestuur;

het sluiten van leningen en de uitgifte van obligaties; het verstrekken van waarborgen als zekerheidstelling voor de door de "SWDE" aangegane verbintenissen en de aanneming van de waarborgen als zekerheidstelling voor de tegenover haar genomen verbintenissen;

de belegging van de beschikbare gelden en de beschikking over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;

de interne organisatie;

de oprichting van de technische comités en andere comités die als nodig worden beschouwd;

de voortzetting van de rechtsvorderingen;

de bevoegdheid om daging en compromissen aan te gaan naar gelang van de door de raad van bestuur verleende volmachten;

de boeking van alle sommen en waarden die aan de "SWDE" toekomen; de overdracht van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding naar gelang van de door de raad van bestuur verleende volmachten en de verlening van de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, inbeslagnemingen, verzetten en andere belemmeringen zonder enige betaling te moeten rechtvaardigen;

het sluiten, overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, van alle overeenkomsten en akten zonder enige volmacht te moeten voorleggen;

de afgifte van afschriften en uittreksels van de notulen van de raad van bestuur, van de algemene vergadering en van de exploitatieraden;

de inschrijvingen in het register van de vennoten en de afgifte van de uittreksels van dat register;

de vakbondsonderhandelingen en de vertegenwoordiging van de "SWDE" binnen de overleg- en onderhandelingscomités;

de overlegging van een financieel verslag over de activiteiten van de filialen aan de raad van bestuur;

de overlegging van een verslag over de boordtabellen van de exploitatiefilialen.

§ 3. De leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Art. 32. Werking van het directiecomité.

§ 1. De beraadslagingen van het directiecomité worden collegiaal genomen. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen volgens de modaliteiten die in een huishoudelijk reglement vastliggen.

§ 2. Een huishoudelijk reglement, waarin de werking van het directiecomité vastligt, wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

§ 3. Het directiecomité wordt rechtsgeldig vertegenwoordigd door de voorzitter, die bovendien belast is met de uitvoering van de beslissingen van het comité.

§ 4. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter worden zijn functies, bij gelijke anciënniteit, door het oudste lid uitgeoefend.



Art. 33. Dagelijks beheer van de filialen.

Het directiecomité wijst één van zijn leden aan om in naam en voor rekening van het directiecomité het dagelijks bestuur van het filiaal waar te nemen.

Dit lid zorgt voor de samenhang tussen de beslissingen genomen door het filiaal en de strategische doelstellingen van de "société".

Hij is secretaris van de exploitatieraad met raadgevende stem.

Hij moet de beslissingen van de exploitatieraad uitvoeren. Hij kan het directiecomité verzoeken om opschorting van de uitvoering van de beslissing van de exploitatieraad of van het uitvoerend comité als hij vindt dat deze beslissing strijdig is met de strategische doelstellingen van de "société".

Hij brengt maandelijks verslag uit bij het directiecomité over de activiteiten van het filiaal waarvan hij het dagelijkse beheer waarneemt.

Art. 34. Controle.

§ 1. De "SWDE" valt onder de controlebevoegdheid van de Waalse Regering. De controle wordt uitgeoefend door twee regeringscommissarissen die benoemd en ontslagen worden door de Regering.

§ 2. De Regeringscommissarissen vervullen hun opdracht overeenkomstig het decreet betreffende de regeringscommissarissen.

De regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur. Ze beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

§ 3. De bezoldigingen, vergoedingen en reiskosten die aan de regeringscommissarissen worden toegekend stemmen overeen met die van de gewone leden van de raad van bestuur. Die bedragen zijn voor rekening van de "SWDE".

Art. 35. Controle op de rekeningen.

§ 1. De controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid, ten aanzien van de wetgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Waalse Regering en aan de algemene vergadering.

§ 2. Twee leden van het college van commissarissen, onder wie de voorzitter, worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van maatschappijen. Ze hebben de hoedanigheid van commissaris-revisor.

Het derde lid wordt door de Waalse Regering benoemd.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare mandaat van drie jaar. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om ernstige redenen afgezet worden.

§ 3. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de commissarissen-revisoren. Die bezoldiging is voor rekening van de "SWDE".

De bezoldiging van de door de Waalse Regering benoemde commissaris ligt vast in het beheerscontract en is voor rekening van de "SWDE".

## TITEL V. — ALGEMENE VERGADERING

Art. 36. Samenstelling en bevoegdheden.

§ 1. De algemene vergadering bestaat uit de vertegenwoordigers van de vennoten, de leden van de raad van bestuur en de leden van het directiecomité.

§ 2. Elke vennoot mag zich bij schriftelijke volmacht slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen bij de algemene vergadering.

De vennoten hebben zoveel stemmen in de algemene vergadering als ze aandelen bezitten, met uitzondering van de uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in de wet, in Boek II van het Milieuwetboek of de statuten.

Niemand mag echter aan de stemming deelnemen voor een aantal aandelen dat groter is dan het vijfde deel van de in de vergadering vertegenwoordigde aandelen.

§ 3. Voor de benoeming van de bestuurders wordt die grens berekend zonder rekening te houden met de aandelen van het Gewest, de "SPGE", de provincies en de intercommunales.

§ 4. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar worden toegekend krachtens de wet, Boek II van het Milieuwetboek en deze statuten.

§ 5. De algemene vergadering regelt de bevoegdheden en de bezoldiging van de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de bestuurders.

Ze regelt de bezoldiging van de voorzitters, ondervoorzitters en leden van de exploitatieraad van de exploitatiefilialen alsmede de bezoldiging van de leden van het uitvoerend comité van de exploitatiefilialen.

Art. 37. Algemene vergadering.

Het bureau van de algemene vergadering bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur, alsmede uit de voorzitter van het directiecomité.

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter. Bij afwezigheid of verhindering wordt de eerste ondervoorzitter vervangen door de tweede ondervoorzitter. Bij afwezigheid van de tweede ondervoorzitter wordt de algemene vergadering voorgezeten door de bestuurder met de meeste anciënniteit. Bij gelijke anciënniteit wordt de algemene vergadering voorgezeten door de oudste bestuurder.

Het secretariaat wordt waargenomen door de voorzitter van het directiecomité.

In geval van stemming neemt het bureau twee afgevaardigden van de vennoten als stemopnemers erbij.

Een presentielijst met de namen van de vennoten en het aantal aandelen die ze vertegenwoordigen, wordt door ieder van hen vóór de aanvang van de vergadering getekend.



Art. 38. Gewone algemene vergadering.

§ 1. Op de laatste dinsdag van de maand mei, om vijftien uur, wordt jaarlijks een gewone algemene vergadering van de vennoten gehouden in Verviers.

§ 2. De jaarlijkse algemene vergadering neemt kennis van de beheersverslagen van de bestuurders, de commissarissen-revisoren en het college van de commissarissen en beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Na de goedkeuring van de jaarrekeningen spreekt de vergadering zich uit over de ontlasting van de bestuurders, de commissarissen-revisoren en het college van de commissarissen.

De jaarrekeningen worden binnen dertig dagen na goedkeuring ervan neergelegd bij de griffie van de handelsrechtbank van de zetel van de "SWDE".

§ 3. De algemene vergadering kiest en benoemt de bestuurders, de commissarissen-revisoren ter vervanging van de uittredende, ontslagnemende of overleden titularissen.

De vertegenwoordigers van het Waalse Gewest, de "SPGE", de provincies en de intercommunales mogen niet deelnemen aan de aanwijzing van de bestuurders.

Art. 39. Buitengewone algemene vergadering.

De raad van bestuur kan op eigen initiatief buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

Hij moet ze binnen dertig dagen bijeenroepen, op verzoek van het college van commissarissen of van vennoten die één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Dat verzoek gaat vergezeld van een agenda met de door de vergadering te behandelen punten.

Art. 40. Oproepingen.

De oproepingen voor elke algemene vergadering bevatten de agenda en worden minstens twintig dagen vóór de algemene vergadering bij aangetekend schrijven verstuurd en via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De algemene vergadering mag niet beslissen over een punt dat niet op de agenda staat.

Art. 41. Stemming.

§ 1. De algemene vergadering wordt regelmatig samengesteld, ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 2. Wanneer evenwel beraadslaagd moet worden over wijzigingen in de statuten, de uitsluiting van een vennoot, de stopzetting van de uitbating of de overdracht van het geheel of een gedeelte van een distributienet, is de samenstelling van de vergadering pas geldig als de leden die de vergadering bijwonen minstens de helft van het maatschappelijk kapitaal en de helft van het kapitaal van de gemeentelijke vennoten vertegenwoordigen.

Als deze voorwaarde niet vervuld is, is een nieuwe bijeenroeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering rechtsgeldig, ongeacht het door de aanwezige vennoten vertegenwoordigde deel van het kapitaal.

In elk geval komt geen enkel voorstel in aanmerking zonder de volstrekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, onverminderd de andere meerderheidsvoorwaarden waarin het Wetboek der maatschappijen voorziet, meer bepaald inzake de wijziging van het doel.

Elke wijziging in de statuten moet goedgekeurd worden door de Waalse Regering.

§ 3. Wat betreft de procedure voor de verkiezing van de bestuurders bij de benoeming van de algemene vergadering, moet elke afgevaardigde stemmen voor een aantal kandidaten gelijk aan het aantal in te vullen mandaten, met inachtneming van de evenredige vertegenwoordiging die van tevoren is bepaald, overeenkomstig artikel 21 van de statuten. Stemonthoudingen zijn toegelaten. Elke andere stemming is nietig. Elke kandidaat behaalt evenveel stemmen als de afgevaardigde. Gekozen worden de kandidaten die op elke lijst de meeste stemmen hebben behaald, ten belope van het aantal mandaten behaald door de lijst bij de berekening van de evenredige vertegenwoordiging en van het aantal in te vullen mandaten. Bij staking van stemmen wordt (worden) de kandidaat (kandidaten) aangewezen die reeds zitting had (hadden) of, in voorkomend geval, de jongste(n).

§ 4. De geheime stemming is naar recht als ze door tien vennoten wordt gevraagd en is verplicht voor benoemingen en afzettingen.

Het bureau moet de nodige maatregelen treffen om het volstrekte geheim van de stemming te waarborgen.

§ 5. De wijze waarop de algemene vergadering beraadslaagt en de deelnemingsvoorwaarden worden door de raad van bestuur vastgelegd in een reglement dat hij aan de algemene vergadering voorlegt.

Art. 42. Notulen.

De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau en door de vennoten die erom verzoeken.

## TITEL VI. — BALANS — VERDELING

Art. 43. Sociaal dienstjaar.

Het sociaal dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Art. 44. Boekhouding - Algemeen.

§ 1. Aan het einde van elk sociaal dienstjaar maakt de raad van bestuur de inventaris, de balans, de resultatenrekening en de bijlage hierbij op. Ze worden onderworpen aan de goedkeuring van de algemene vergadering.

§ 2. De jaarrekeningen, met de balans, en de resultatenrekening, met de bijlage, de verslagen van de raad van bestuur, van de commissarissen-revisoren en van het college van de commissarissen worden vijftien dagen vóór de vergadering neergelegd op de maatschappelijke zetel en ter beschikking gesteld van de vennoten. Deze verslagen worden overeenkomstig het Wetboek van maatschappijen opgemaakt.

§ 3. De voorzitter maakt het activiteitenverslag van de "SWDE" jaarlijks over aan de Regering overeenkomstig het decreet betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Art. 45. Exploitatieboekhouding.

De "SWDE" voert een analytische boekhouding overeenkomstig het Boekhoudplan van de watersector.

Ze voert een aparte boekhouding voor de activiteiten in verband met haar openbare opdrachten en voor de overige activiteiten.

De productie- en distributieactiviteiten maken het voorwerp uit van een aparte samenvattende rekening in de exploitatieboekhouding.

De productieactiviteiten worden opgedeeld in productie-eenheden en transportlijnen. De distributieactiviteiten worden per onderstroomgebied opgedeeld.

De productieactiviteiten moeten altijd in evenwicht zijn.

De exploitatiefilialen zijn het voorwerp van aparte rekeningen opdat de eigen werkingskosten geïdentificeerd kunnen worden.

De structuur- en werkingskosten die niet rechtstreeks toe te schrijven zijn aan de productie- of distributieactiviteiten worden onder deze laatste verdeeld op grond van sleutels die vastliggen in het Boekhoudplan van de watersector of op grond van objectieve criteria bepaald door de raad van bestuur.

De financiële lasten van de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten voor de investeringen worden in de boeken opgenomen vóór elke verdeling van het resultaat.

Art. 46. Financieringsplan en begroting.

De maatschappij maakt een financieringsplan en een jaarlijkse werkingsbegroting op. Ze worden opgevolgd en jaarlijks bijgewerkt.

Elke exploitatiefiliaal beschikt over een werkingsbegroting en een investeringsbegroting. Deze begrotingen moeten getoetst worden aan de verwezenlijkingen zoals ze uit de analytische boekhouding te voorschijn komen.

De exploitatieraad van elk filiaal is verantwoordelijk voor de inachtneming van bedoelde begrotingen.

Art. 47. Verdeling van het resultaat.

§ 1. De winst van de maatschappij dient om :

1. ten belope van 1/20e van dat resultaat de wettelijke reserve aan te leggen. De aanleg van de gemeenschappelijke wettelijke reserve is niet meer verplicht wanneer het reservefonds gelijk is aan één tiende van het maatschappelijk kapitaal;

2. een beschikbare reserve aan te leggen die nodig is voor de autofinanciering van het programma van de werken, o.a. de inrichting, de verbetering, de vernieuwing en de ombouw van de infrastructuur.

§ 2. De algemene vergadering mag gebruik maken van de beschikbare reserve om de verliezen van het boekjaar aan te zuiveren.

#### TITEL VII. — DIVERSE BEPALINGEN

Art. 48. Overdracht of stopzetting van de exploitatie van een distributie-infrastructuur.

De algemene vergadering kan bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen, voorzover het totaal van de positieve stemmen uitgebracht door de gemeentelijke vennoten de volstreekte meerderheid van de door hen uitgebrachte stemmen vertegenwoordigt, haar distributie-infrastructuur geheel of gedeeltelijk onder de door haar bepaalde voorwaarden overdragen aan een gemeente of een intercommunale met een gelijkaardig doel.

Die overdracht zal pas effectief zijn na goedkeuring van de Waalse Regering, die moet beslissen binnen 60 dagen na ontvangst van het door de "SWDE" ingediende verzoek.

Bij gebrek aan beslissing van de Regering wordt de overdracht geacht te zijn goedgekeurd.

Art. 49. Het nemen van participaties.

§ 1. De raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen over alle rechtstreekse of onrechtstreekse participaties in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het doel overeenstemt met dat van de "SWDE".

§ 2. De "SWDE" informeert de Regering als ze beslist participaties te nemen of af te staan. De Waalse Regering beschikt over dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze kennis neemt van de beslissing, om elke opmerking te formuleren die ze nuttig acht of om zich eventueel tegen de beslissing te verzetten. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. De vertegenwoordigers van de "SWDE" binnen de maatschappijen, verenigingen of instellingen waarin ze een participatie heeft genomen, worden door de raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de leden van het directiecomité en de personeelsleden.

§ 4. In dat kader moet elke vertegenwoordiger van de "société" :

1. minstens jaarlijks verslag uitbrengen voor de raad van bestuur over de uitoefening van zijn mandaat en in ieder geval als de raad van bestuur hem daarom verzoekt;

2. voor de raad van bestuur steeds de informatie verstrekken die hem door een regeringscommissaris wordt gevraagd i.v.m. zijn mandaat of met de toestand van de maatschappij waar hij aangewezen is als vertegenwoordiger van de "SWDE".

Het mandaat van de vertegenwoordiger van de "SWDE" binnen de maatschappij(en) waarvoor hij aangewezen is, verstrijkt van rechtswege wanneer hij de hoedanigheid van bestuurder, van lid van het directiecomité of van personeelslid verliest.

§ 5. Als de maatschappij beslist om een maatschappij, een vereniging of een instelling waarin ze een participatie heeft genomen te betrekken bij de uitvoering van haar openbare opdrachten moet de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de overheden in die maatschappij 50 % van het kapitaal overschrijden en volgens de statuten recht geven op meer dan 50 % van de stemmen en mandaten in alle organen van bedoelde maatschappij.

De maatschappij, vereniging of instelling die overeenkomstig het eerste lid belast wordt met de uitvoering van alle of van een gedeelte van de openbare opdrachten bedoeld in artikel 4 komt in aanmerking voor de maatregelen bepaald bij artikel 6. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de statuten van de "Société wallonne des Eaux" die zijn aangenomen door de algemene vergadering van de vennoten op 30 november 2006.

Namen, 25 januari 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN